

Peugeot-Citroën Non à la casse de l'emploi !



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC)

Un document de la CGT a révélé le projet de PSA de supprimer des milliers d'emplois dans les années à venir, malgré des profits records. Voilà l'aboutissement de plusieurs années d'une crise que patronat et gouvernement ont fait payer plusieurs fois aux salariéEs.

Le document, rendu public jeudi 9 juin par la fédération CGT de la métallurgie, met en évidence la cohérence et la profondeur des projets de restructuration engagés par la direction du groupe automobile PSA. Il détaille les modalités et le calendrier prévoyant la suppression de plusieurs milliers d'emplois, notamment sur les sites d'Aulnay-Sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de Sevelnord (Nord) - usine en partenariat entre Fiat et PSA - ainsi que la fermeture du site de Madrid.

Prise la main dans le sac ou plutôt le doigt sur la gâchette, la direction s'est immédiatement défendue en expliquant que ce document datait d'avant la crise et n'a guère eu de mal à rassurer un ministre de l'Industrie, Éric Besson, à sa botte. Ces projets datent de plus d'un an, mais la direction, probablement en accord avec le gouvernement, pensait pouvoir attendre le lendemain des élections de 2012 pour mettre en œuvre sa politique de liquidation. D'autant plus que, lorsque le gouvernement

Sarkozy avait prêté 3 milliards d'euros au groupe PSA, la direction s'était engagée à ne pas fermer de site de production en France, sans qu'il soit précisé pendant combien d'années. La fermeture de l'usine d'Aulnay, planifiée pour 2014, signifierait la suppression de 3 500 emplois directs et celle de Sevelnord, prévue pour 2017, en liquiderait 2 800.

SUITE PAGE 2



REGARDS

FMI, une candidature alternative

Page 2



ACTU

La « justice sociale » qu'on nous prépare

Page 3



PARLONS-EN

Drogues, une seule solution : légalisation

Page 9

Agenda

17 juin, procès BDS, Paris. Olivia Zémor est poursuivie pour sa participation à la campagne BDS. La campagne BDS France appelle à une présence nombreuse pour la soutenir. RV à 13 heures à la 17^e chambre correctionnelle du Palais de Justice de Paris (M^o Cité, Châtelet ou Saint-Michel).

18 juin, bateau français pour Gaza, Marseille. Tous et toutes à Marseille pour briser le blocus de Gaza ! Au programme, une grande manifestation dans la ville, un rassemblement festif avec animations et prises de parole de responsables politiques mais aussi de membres de la délégation française. RV à 14 heures sur le vieux port. Départ collectif en train de Paris. Prix A/R : 110 euros (70 euros pour chômeurs, précaires étudiants). Renseignements : mobilisation@unbateaupourgaza.fr

18 juin, antifascisme, Visa, Paris. L'association Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa) vous invite à deux tables rondes : « *Le FN a-t-il changé avec Marine Le Pen ?* », « *Quelles réponses syndicales pour contrer la progression des idées d'extrême droite ?* » RV de 14 à 20 heures, 80-82 rue de Montreuil, Paris 11^e.

18 juin, Aurore Martin, Biarritz. À l'appel du Collectif Pays basque contre le Mandat d'arrêt européen et de nombreuses organisations, journée de débat et de mobilisation en soutien à Aurore Martin. Tables rondes à 10 heures et 16 heures, meeting à 19 heures avec Anaiz Funosas du Collectif et Michel Tubiana de la LDH. Le soir, fête populaire et concert. RV halle d'Iraty, Biarritz. (lire aussi p.11)

18 juin, gaz de schiste, Sarlat. Appel à manifester notre résistance aux gaz de schiste à Sarlat (Dordogne). RV à 11 heures devant la sous-préfecture.

18-29 juin, Lettres et révolutions, Paris. Autour de la sortie de *Lettres et révolutions* de Flavia Castro, film bouleversant dont l'histoire nous est si proche, six projections-débats sont organisées, en présence de la réalisatrice :
- Samedi 18 à 20 heures au cinéma La Clef (37, rue Dauberton, Paris 5^e), avec Jean-Luc Daniel, cinéaste, professeur à la Fémis.
- Lundi 20 à 20h30 au Nouveau Latina (20, rue du Temple Paris 3^e).
- Mercredi 22 à 20h30 au Reflet-Médicis, avec Edwy Plenel de *Mediapart* (3, rue Champollion Paris 5^e).
- Vendredi 24 à 20h30 au Reflet-Médicis, avec Nicolas Philibert, cinéaste.
- Dimanche 26 à 16 heures au Nouveau Latina, avec Paulo A. Paranagua du *Monde*.
- Mercredi 29 à 20h30 au Nouveau Latina, avec Alain Krivine.

20 juin, débat droit du travail, Paris. Venez rencontrer des acteurs du droit du travail et en débattre autour d'une table ronde. RV à partir de 18h30, salle Louise-Michel, Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (M^o République).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Peugeot-Citroën : non à la casse de l'emploi !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

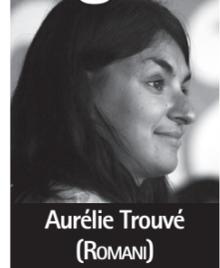
Mais à ces suppressions, il faut ajouter les milliers d'emplois indirects qui disparaîtraient dans ces deux régions déjà touchées dramatiquement par le chômage. Pour les travailleurs des sites concernés, rien de très surprenant cependant. Depuis des mois, voire des années, l'avenir des usines d'Aulnay et de Sevelnord est incertain. Suppression d'équipes, transfert de productions, arrêt des investissements, réduction d'emploi par la liquidation des contrats d'intérimaires et des CDD : autant de signes qui n'attendaient qu'une confirmation officielle, mais ont aussi comme fonction de préparer les travailleurs au pire, d'engendrer le fatalisme. Pourtant aujourd'hui les chaînes tournent encore à plein régime. Et si la direction supprime des postes de travail sur certains sites, c'est pour augmenter toujours plus la productivité des autres usines : travail du week-end à Poissy et passage de 45 à 55 véhicules/heure à Poissy, équipe de nuit à Rennes. Ce que met en œuvre PSA, c'est d'abord une restructuration de son appareil de production entre les usines situées en France. La recette est

simple : augmenter la productivité en faisant tourner les machines au maximum (objectif visé : 16 heures par jour sur 235 jours), faire toujours plus pression sur les équipementiers et, si cela ne suffit pas, délocaliser dans les pays où les salaires sont plus bas, les règles sociales plus souples et les contraintes fiscales plus faibles. Cette politique engagée depuis plusieurs années avec la liquidation du site de Melun catalogué comme site de logistique, la fermeture de l'atelier de ferrage de Mulhouse, connaît ainsi une accélération brutale. Le seul motif de ces fermetures est la recherche de toujours plus de rentabilité, toujours plus de profits. Pourtant PSA n'a jamais vendu autant de voitures ni fait autant de bénéfices qu'en 2010. Le président du directoire du groupe, Philippe Varin, a quasiment multiplié par trois ses rémunérations en 2010, passant à 3,25 millions d'euros, les autres membres du directoire doublant les leurs. L'enjeu de ces fermetures est décisif pour l'ensemble de la branche automobile et pour des régions entières, car leur « crise » n'est pas résolue.

Pour les patrons et les gouvernements à leur service, la sortie de crise passe par des attaques généralisées contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. Notre plan de résistance est clair : refus de tout licenciement, embauche des intérimaires et CDD, réduction massive du temps de travail sans flexibilité, refus du travail posté, de nuit, de week-end, réduction des cadences, retraite à 60 ans pour tous et 55 ans pour les métiers pénibles, augmentation de 300 euros net pour tous et toutes et pas de salaire en dessous de 1500 euros net. Il faut dès maintenant commencer à construire la résistance à ces projets catastrophiques. Les salariés de Ford à Bordeaux ont prouvé que l'on pouvait se battre, que par la lutte il était possible de sauver 1000 emplois, que l'on pouvait gagner. Mais là encore pas question d'attendre 2017, 2014 ou... 2012. C'est le plus rapidement possible qu'il faut engager partout la mobilisation.

Robert Pelletier

regards



Aurélie Trouvé
(ROMANI)

Propos recueillis par Léonce Aguirre

FMI Une candidature alternative

La course à la succession de Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI s'est transformée en face à face entre Christine Lagarde et Agustins Carstens. Mais l'association Attac avait elle aussi présenté une candidate, Aurélie Trouvé, comme un pied de nez à un organisme antidémocratique qui domine le monde sans rendre de compte à personne.

Pourquoi cette candidature au FMI ?

L'association Attac a décidé de proposer ma candidature sous forme de provocation, pour alerter sur la politique libérale du FMI et montrer que des alternatives existent. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, ni le FMI ni une quelconque autre institution n'ont pris de mesures pour réduire significativement l'instabilité des marchés financiers internationaux. La spéculation fait rage sur les titres des dettes publiques. Dans le même temps, le FMI (en totale complicité avec l'Union européenne et ses États membres) a imposé, sous la direction de Dominique Strauss-Kahn, des plans d'austérité drastiques aux pays endettés : Hongrie, Ukraine et Lettonie en 2008, Islande en 2009, Grèce, Espagne, Portugal, Irlande en 2010... Chaque fois, ce sont d'énormes baisses de salaire, des privations massives, des hausses d'impôts les plus injustes comme la TVA... Ces plans d'austérité sont à la fois inefficaces économiquement et profondément injustes. Inefficaces car ils engendrent encore plus de régression économique et qu'ils n'empêchent aucunement la finance de continuer à spéculer sur les dettes et à s'engraisser sur le dos des populations. Injustes car ce sont les salariés, les retraités, les chômeurs qui payent, via le remboursement des dettes publiques et les plans d'austérité, une crise économique qui a été provoquée par la finance. Tandis que les profits des grandes banques et des investisseurs repartent de plus belle. Le FMI contribue ainsi à une avancée très importante du néolibéralisme économique et du transfert de richesses des salariés, retraités et chômeurs vers les grands détenteurs de capitaux. Il refait le même coup que celui qu'il avait fait avec les pays du Sud à partir des années 1980 : en lien avec la Banque mondiale, il les avait soumis à des « plans d'ajustement structurel » se soldant par des régressions sociales, le démantèlement de l'État, des hausses de taux d'intérêt, des diminutions de droits de douane... qui ont tous mené à des catastrophes sociales et économiques. À tel point que les pays qui en avaient les moyens, comme le Brésil et l'Argentine, se sont dépêchés dans les années 2000 de rembourser le FMI.

Que proposez-vous à la place ?

Nous proposons une refondation du FMI. La stabilité financière mondiale est un bien public qui doit être démocratiquement géré par la communauté internationale dans son ensemble. À court terme il faut entre autres :
- l'arrêt des plans d'austérité ;
- le désarmement des marchés financiers par leur très stricte régulation et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, suffisamment importante pour dégager les centaines de milliards d'euros nécessaires aux politiques sociales et environnementales (ce qu'Attac propose depuis sa création) ;
- la restructuration et l'annulation partielle des dettes publiques, mettant à contribution les gros créanciers (ce que l'Allemagne a commencé à proposer... mais qui est combattu entre autres par Christine Lagarde) ;
- la coordination des politiques économiques au plan international,

amenant les pays présentant des déséquilibres excessifs à se rééquilibrer de façon coordonnée par des ajustements des taux de change ainsi que des politiques budgétaires et salariales actives ;
- le développement d'une monnaie internationale basée sur un panier des principales devises, comme alternative au dollar ;
- la démocratisation du FMI, par l'élargissement de son conseil d'administration à tous les pays de la planète et l'intégration du FMI dans un système onusien réformé, avec une voix pour chacun des 187 pays membres du Fonds : il s'agit d'en finir avec le pouvoir exclusif des grandes puissances.

Où en est la candidature et comment continuer à dénoncer cette politique libérale ?

Toute candidature devait être présentée par un des gouverneurs du FMI. Nous nous sommes adressés (sans aucune illusion !) à Christine Lagarde, actuel gouverneur du FMI pour la France, évidemment sans succès. Il reste à présent deux candidats en lice : Christine Lagarde, qui risque de faire encore pire que Dominique Strauss-Kahn vu la politique de son gouvernement, et Agustins Carstens, pur produit de l'école de Chicago et libéral patenté. Il reste à poursuivre dans la rue la mobilisation, en écho aux soulèvements sociaux contre les plans d'austérité un peu partout en Europe, en écho en particulier au mouvement des indignés, initié en Espagne puis en Grèce. Une coalition très large d'associations, syndicats et partis politiques appelle à une mobilisation massive et internationale contre le G20 de Cannes début novembre. Le G20 et le FMI sont deux piliers du néolibéralisme mondial. C'est d'ailleurs le G20 qui a permis en 2009 de revigorer le FMI en alimentant considérablement ses capacités de prêts. La dénonciation du FMI et celle du G20 ne font qu'une : il s'agit de refuser que la crise soit payée par les citoyens.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

La « justice sociale » qu'on nous prépare

Derrière l'offensive de stigmatisation des « assistés » ou le discours sur « l'argent, ça se mérite », se cache une tentative de retour à l'exploitation la plus brutale.

Quelques semaines après la sortie volontairement polémique de Wauquiez sur le thème du « cancer de l'assistanat », l'idée d'imposer des heures de travail en contrepartie du Revenu de solidarité active (RSA) a fait son chemin jusqu'au gouvernement. Pas besoin de chercher bien loin des exemples de cet esclavage moderne: en 2005, l'Allemagne a inauguré le « job à 1 euro symbolique » de l'heure, obligatoire en contrepartie des allocations de chômage. En 2010, c'est au tour du Royaume-Uni, avec 30 heures hebdomadaires non rémunérées pendant un mois pour avoir droit aux minimas sociaux.

Mais à l'ANPE, puis chez Pôle emploi, on n'a pas attendu Wauquiez pour fournir de la main-d'œuvre gratuite aux entreprises. L'évaluation en milieu de travail préalable au recrutement (EMTPR) est un dispositif méconnu mis en place dès 2003 et qui oblige aussi des chômeurs à travailler jusqu'à 40 heures en cinq jours, sans contrat de travail ni salaire. Il s'agit ni plus ni moins d'une période d'essai gratuite pour l'entreprise, payée par notre assurance-chômage.

On ne parle surtout pas de « travail forcé ». Voyons, c'est illégal en France ! Mais les allocataires (ARE, RSA ou autre) qui refusent ces « propositions » s'exposent à des sanctions, allant de la diminution progressive du montant de l'allocation à sa suspension provisoire, voire à la radiation

pure et simple. Avec la mise en place du RSA, le terrain était préparé à cette offensive. Les mots sont choisis: « solidarité » pour aumône, « active » pour travail forcé. Pourtant, tout comme les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'y a pas de « bénéficiaires » du RSA mais bien des allocataires de prestations sociales. Le RSA reste en grande partie financé par les contributions sociales (CSG, CRDS, soit 8% prélevés sur les salaires); la taxe créée spécialement pour son financement n'ayant été utilisée qu'au tiers ! Dispositif parallèle à l'assurance-chômage, il ressemble bel et bien à un revenu de remplacement ou de complément pour les personnes privées d'un emploi digne de ce nom.

UN BUSINESS DE LA PRÉCARITÉ

Ainsi, cet argent qu'on reproche à certains de gagner sans rien faire est un revenu issu du travail de tous, chacun participant sur son salaire à l'assurance collective de tous les travailleurs face au risque du chômage. Plus de 850 000 salariés pauvres allocataires du RSA y contribuent également.

Quand le gouvernement s'acharne à baisser le « coût » du travail par les multiples exonérations de charges), ou propose maintenant de fournir aux entreprises des travailleurs gratuits par le biais de dispositifs comme l'EMTPR, on se demande bien: qui sont les assistés?



Ce n'est pas seulement la question du maintien d'un revenu pendant les périodes d'inactivité, ni de revenu minimum. Le travail gratuit ou mal payé et obligatoire, c'est la destruction pure et simple du droit du travail. C'est une dévalorisation du travail et de ses conditions qui va peser sur l'ensemble des salariés. Pourquoi en effet augmenter les salaires et concéder de meilleures conditions de travail quand on peut se fournir facilement en main-d'œuvre bon marché auprès de Pôle Emploi ? Le nombre de demandeurs d'emploi grandit jour après jour la réserve des travailleurs pauvres obligés d'accepter n'importe quoi à n'importe quel prix. Dans ce contexte, imposer des

heures de travail d'« intérêt général », bénévole ou faiblement rémunéré, en échange du RSA revient simplement à légitimer et développer un système d'exploitation par le travail hors de tout droit social.

Par notre travail régulier, annualisé, vacataire, intérimaire, saisonnier ou intermittent, nous produisons des richesses qui doivent profiter à tous à égalité. Oui, nous voulons tous travailler à temps plein, mais dans de bonnes conditions et avec un salaire digne: 1500 euros net mensuel au moins.

Anne-Lise Lehmann



Par Flavia D'Angeli et Emiliano Viti (Sinistra critica)

Italie: vive les comités pour l'eau publique!

C'est un tournant historique, l'ère Berlusconi vient de s'achever par un vote populaire et, avec le champion du libéralisme, c'est aussi la défaite de la privatisation à tout prix et du service public écrasé par le marché. Aujourd'hui, avec les résultats des référendums¹, nos vies valent vraiment plus que leurs profits. La participation populaire a vaincu le « berlusconisme ».

Il faut insister sur le rôle joué par les comités pour l'eau publique. Ils ont travaillé en silence, ont recueilli le plus grand nombre de signatures jamais obtenues pour une consultation populaire, ont fait une campagne sur le contenu: l'eau publique. Cette victoire est leur victoire.

Pour les mouvements qui se battent contre le super-pouvoir du profit, c'est un grand jour. Toute proposition de mouvement unitaire qui lie entre elles les luttes éparpillées sur le territoire national – contre les décharges, les incinérateurs, les tarifs locaux, etc. – est la bienvenue et Sinistra critica travaillera activement en ce sens. Les partis traditionnels et institutionnels feraient bien d'observer et d'apprendre de cette victoire. C'est la société en mouvement qui a gagné aujourd'hui, c'est le travail de base radical et passionné, la capacité à reprendre les fils et à tisser une stratégie. On a eu la confirmation que des contenus radicaux peuvent convaincre et gagner. Ce n'est pas seulement Berlusconi qui a perdu aujourd'hui, mais Emma Marcegaglia [présidente de Confindustria, le Medef italien, NdT] et toute l'industrie qui rêvait de faire des affaires en or avec le nucléaire et l'eau privatisée (et qui, prenons garde, se précipitera maintenant sur les énergies renouvelables).

Une gauche vraiment radicale, anticapitaliste et écologiste est possible si son avenir n'est pas lié à tout prix à celui du centre-gauche.

Notre projet de fond a reçu aujourd'hui un nouvel et fantastique élan.

1. Les 12 et 13 juin, trois référendums ont été regroupés, deux pour freiner la privatisation de la gestion de l'eau, un pour empêcher la construction de centrales nucléaires, un pour obliger les ministres à se présenter à un éventuel procès contre eux. 57% de participation au vote en Italie, 54% en comptant les Italiens résidant à l'étranger. 95% de oui aux quatre questions.

leur monde...

Brassens not dead.

La chorale la Canaille du Midi a subi une hécatombe commémorative à Toulouse en chantant Brassens devant l'hôtel de police, le 8 juin. « L'hommage à Brassens se termine au violon » plaisaient-ils après quelques heures passées au commissariat à être entendus, mais sans vocalises, pour avoir chanté *Hécatombe*¹ devant les locaux de la maréchaussée. Brassens a accouché d'enfants aussi turbulents que lui, libertaire sétois. Ceux-là sont membres de la chorale toulousaine, la Canaille du Midi, fort connue pour donner de la voix lors d'actions anticléricales ou de soutien aux faucheurs volontaires. C'est en soutien à un Breton venu chanter à Cherbourg *Hécatombe* de Georges Brassens que la chorale a lancé un appel à la suite de sa condamnation à un travail d'intérêt

général et à 100 euros d'amende.

La Canaille du Midi a donc cherché les gorilles en singeant les cognes aiguisant leurs cordes vocales devant le palais de justice de Toulouse le 8 juin dernier. Renforcés par des ténors du drapeau, ils se sont rendus devant le poste de police du métro pour récidiver. « La chanson leur a pas plu, n'en parlons plus », ont dû penser les joyeux libertaires venus moquer les pandores. Mais ensuite, devant le commissariat central, les archers du roi ont trouvé que les bornes étaient franchies et ont alpagué tout ce beau monde. « C'est étonnant » m'explique Fred, paraphrasant Desproges, « qu'on ait pu être arrêtés à 32 pour avoir chanté du Brassens. Les flics ont eu du mal à gérer dans les locaux » continue-il. Convoqués boulevard de l'Embouchure, il n'est pas sûr que tout cela finisse en si bon chœur. « Le gendarmicide » pourrait

redevenir un morceau de choix en ces temps d'outrage.

Que se serait-il passé s'ils avaient déclamé *la Princesse de Clèves* au marché de Brive-la-Gaillarde devant les perdreaux. À coup sûr, la princesse en aurait assommé « à grands coups de mamelles ».

Christophe Goby

1. « Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes Tout le monde se réconcilie [...] En voyant ces braves pandores Être à deux doigts de succomber Moi, j'bichais car je les adore Sous la forme de macchabées [...] Ces furies à peine si j'ose Le dire tellement c'est bas Leur auraient mêm' coupé les choses Par bonheur ils n'en avait pas »

Ferry ferré. Luc Ferry n'a pas de chance. Ces derniers temps, il a fait parler de lui pour de mauvaises raisons. Il faut dire qu'il l'a un peu cherché... Ainsi le 30 mai, en pleine affaire DSK, il lâchait une « bombe » au Grand Journal de Canal +, accusant sans le nommer un ancien ministre d'actes pédophiles. En taisant le nom et en reconnaissant être au courant depuis des années, il préférerait ainsi, si l'affaire est avérée, être accessoirement complice d'un crime plutôt qu'être accusé de diffamation.

Plus récemment, *le Canard enchaîné* a révélé que l'ancien ministre de l'Éducation, qui traitait volontiers les enseignants de « feignants », est payé depuis septembre 2010 pour des cours à l'université Paris 7 qu'il n'a pas assurés. Afin d'ajouter au scandale, Matignon a proposé de rembourser les salaires injustement perçus.

SOLIDAIRES Un congrès solide dans un climat incertain

Le cinquième congrès de l'Union syndicale Solidaires qui vient de se clôturer a été marqué par une réelle consolidation de ses orientations et de ses structures mais enregistre aussi les blocages dans la voie d'une recomposition syndicale sur des bases combattives.

Ce congrès a enregistré une nette progression depuis celui de 2008 : 15 000 nouveaux adhérents permettant à l'Union syndicale de passer le cap des 100 000. Plus de 10% de progression, à mettre notamment au crédit de nouveaux syndicats du secteur privé, même si la majorité de l'Union est encore du côté des grands syndicats du secteur public et des entreprises d'État. Mais ces dernières années, le développement de SUD Industrie, l'implantation dans la chimie, l'automobile, les transports, le commerce ou le nettoyage sont une nouvelle réalité de Solidaires. À ce titre, ce congrès était le premier à donner une place statutaire aux structures départementales, les « Solidaires locaux », de fait départementaux, à égalité avec les syndicats nationaux. L'Union, à son origine, était essentiellement un alliage des grands syndicats nationaux de la fonction publique. Les Solidaires locaux sont depuis plusieurs années le fer de lance du

développement dans de multiples entreprises du secteur privé, souvent de petites tailles.

Le second point marquant du congrès était le souci d'avancer dans les élaborations des positions de Solidaires sur la crise, les droits sociaux, la santé au travail, les droits des travailleurs étrangers, la situation du syndicalisme et le fonctionnement. Au cœur de ces documents, il y avait une réelle homogénéisation, par exemple sur les revendications concernant les travailleurs étrangers. De même, le choix avait été fait d'approfondir l'élaboration sur les questions de santé au travail, le travail des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), notamment après le travail réalisé par SUD PTT.

Ce congrès arrivait un peu tôt pour faire le bilan de la nouvelle loi sur la représentativité de 2008, mais une résolution a tenu à marquer la grave évolution répressive du gouvernement et du patronat vis-à-vis du syndicalisme de lutte.

Par ailleurs, plusieurs points étaient en débat, marquant des approches différentes ou des nécessités de clarification. C'était le cas de la question du combat contre les délocalisations, de l'énergie nucléaire et de la nouvelle branche dépendance de la

Sécurité sociale. Autant de débats sérieux, qui se sont conclus par la réaffirmation de positions nettes, refusant des formulations glissantes, tout en restant des positions de consensus maintenant des débats à venir.

L'autre place importante dans le congrès revenait aux délégations internationales, significatives et marquant un réel investissement du secteur international de Solidaires, notamment depuis plusieurs années avec les syndicalistes d'Égypte, du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Des syndicalistes polonais, de l'État espagnol et latino-américains étaient aussi présents.

Enfin, l'ombre au tableau, si l'on peut dire, fut le bilan du mouvement des retraites. Il y eut un large accord sur l'orientation unitaire et radicale de Solidaires, mais ce mouvement a reflété les limites des capacités de l'Union syndicale à faire converger les forces actives pour un syndicalisme de lutte. Le combat a dû se mener contre la direction confédérale de la CGT, et la FSU ne joue plus le rôle qui avait pu être le sien à la fin des années 1990... Ce qui laisse en panne le projet de recomposition large qui était sur les fonts baptismaux de Solidaires.

Laurent Carasso

Le PCF et Mélenchon

Réunie les 4 et 5 juin, la conférence nationale (CN) du PCF a voté une résolution proposant Jean-Luc Mélenchon comme candidat du Front de gauche (FdG) à la présidentielle. Mais le débat comme le vote (63% pour, 36% contre) et le nombre très élevé d'absents dans les assemblées de section révèlent un profond malaise dans le parti. À la veille de la CN, 21 secrétaires fédéraux avaient demandé que le référendum interne qui doit avoir lieu du 16 au 18 juin pour ratifier ce choix comporte tous les noms des postulants et pas seulement celui proposé par la direction. Près de 80% des délégués ont adopté cette procédure. Les militants auront donc à choisir entre le candidat de la direction Jean-Luc Mélenchon, le candidat PCF des partisans du FdG André Chassaigne et Emmanuel Dang Tran qui représente l'aile la plus orthodoxe du parti, aussi opposé au PS et au FdG qu'au NPA. Le député André Gerin a retiré sa candidature et a appelé à voter Chassaigne.

Aujourd'hui sans autre alternative que d'être l'aiguillon d'une majorité gouvernementale de gauche avec le PS, la direction du PCF n'avait pas d'autre choix que de se rallier à Mélenchon pour éviter une déroute électorale à la présidentielle mais surtout aux législatives qui vont suivre et qui sont une source financière décisive pour ce parti. D'ailleurs, l'accord avec le PG est couplé d'un accord de répartition législatif : 80% de candidats pour le PCF et 20% pour le PG et la GU. La transaction est déjà réglée dans 479 circonscriptions sur 539. Enfin, il a été aussi décidé que le collectif national de campagne sera présidé par quelqu'un d'une autre organisation que celle du candidat...

Le contenu de l'accord était prévisible mais le maintien de Chassaigne ne l'était pas. Critiquée de toutes parts, la direction du PCF doit donner l'image d'un parti démocratique capable aussi d'imposer ses volontés à des partenaires d'accord pour « jouer le jeu ». En effet, l'opposition à la candidature de Mélenchon vient aussi bien des « droitiers » qui, comme Robert Hue, souhaitent un candidat unique de la gauche dès le premier tour, des orthodoxes comme André Gerin ou de la fédération du Pas-de-Calais qui ne veulent pas du FdG, ou des anciens partisans de Georges Marchais comme Nicolas Marchand, Paul Boccard, Yves Dimicoli ou Catherine Mills qui viennent de lancer un appel à voter Chassaigne.

On peut prévoir que beaucoup de militants n'iront pas voter à la fois pour montrer qu'ils ne peuvent politiquement et culturellement se retrouver dans l'ancien ministre socialiste mais qu'en même temps ils reconnaissent n'avoir aucune alternative crédible au FdG et à son meilleur porte-parole.

La disparition de Strauss-Kahn affaiblit un peu Mélenchon qui en avait fait son bouc émissaire au profit de Martine Aubry avec qui il admettait des convergences. Entre le PCF et le PG persistent des divergences sur le nucléaire ou l'intervention en Libye mais il y a un accord général pour être l'aile radicale au sein d'une majorité de gauche avec le PS, que ce soit dans le gouvernement ou simplement au Parlement. C'est là une des divergences de fond avec le NPA mais cela ne doit pas empêcher l'unité d'action avec le FdG chaque fois que cela est possible et de poursuivre le débat avec ses militants dont beaucoup s'interrogent.

Alain Krivine



Madrid, le 12 juin. « Nous connaissons le chemin du retour ». (THOMAS GUBERT)

Les indignés espagnols lèvent le camp

Après quatre semaines d'activité, ce qui était le symbole et le quartier général du mouvement du 15 Mai est tombé, ou plutôt s'est redéployé.

Dimanche 12 juin, les indignés ont donc décampé de la place del Sol à Madrid. Une page est tournée. Que signifie ce retrait ? Est-ce la fin du mouvement ou une véritable réorientation ? Quelles perspectives s'ouvrent à ce mouvement ?

Le travail des commissions est bel et bien réel, celles-ci vont se déployer vers une multitude de lieux, parmi lesquels les centres sociaux, très actifs en Espagne. Un baraquement en dur a été construit sur la place del Sol pour garder un point d'ancrage central, notamment pour la communication et l'information. Plusieurs campements ont été montés au niveau des quartiers, on parle aussi d'un campement itinérant...

Aujourd'hui, une génération politique qui s'est construite en dehors, et parfois même contre les voies de politisation traditionnelles, a mûri, s'est installée dans le paysage politique. Elle est une donnée très importante de l'alternative

politique à venir. Elle a réussi à délégitimer en grande partie la politique institutionnelle et la « classe d'en haut », et commence à regarder de plus près comment imposer ses revendications, comment offrir une réelle alternative politique de sortie de crise. Elle rentre en cela dans une dynamique de rapport de forces qui n'existait pas avant. Les principales perspectives qui se dessinent et qui devront constituer un pont entre le mois de juin et la rentrée sont les suivantes : les assemblées de quartier, la confrontation stratégique et la mise en place d'une permanence en vue de la remobilisation à la rentrée 2011.

Les assemblées de quartier ont commencé il y a maintenant trois semaines, lorsque les indignés ont souhaité décentraliser les assemblées et ouvrir des espaces de discussion et d'extension du mouvement à l'échelle la plus basse : dans les quartiers. Ce fut une réussite très importante : 50 000 personnes se sont réunies en une journée pour un total de

150 assemblées dans la communauté de Madrid. Les quartiers ont véritablement repris en charge le mouvement, en copiant parfois les structures de Sol, en mettant aussi en place leurs propres structures. Une coordination s'est créée, et cela a pu pousser le mouvement à sortir de sa paralysie, car quitte à se rassembler, autant que ce soit pour proposer actions et idées politiques. Ainsi, aujourd'hui se créent des embryons de double pouvoir, à la base, qui vont avoir un rôle très important à jouer dans les semaines à venir.

La deuxième dynamique, qui est profondément liée, est l'accélération du passage à un véritable rapport de forces, signe d'une maturation politique plus que d'un détachement des éléments les plus radicaux. Les indignés ont pris le pari de construire une série de mobilisations spécifiques, à travers des moyens plus proches du répertoire ouvrier traditionnel, pour accélérer le mouvement. Une grosse manifestation qui devra montrer

la détermination et la force du mouvement est en préparation depuis quelques semaines : le 19 juin sera une date très importante qui pourra marquer l'entrée du 15 Mai dans une nouvelle phase, capable de traverser l'été. Elle devra être coordonnée à l'échelle internationale pour imposer une sortie de crise allant dans le sens des intérêts des peuples, et affirmer qu'après les printemps arabe et espagnol, nous aurons droit à un automne européen.

Aujourd'hui, nous sommes peut-être en train de passer d'un happening permanent, symbole vivant d'une indignation face à la crise, à un mouvement social d'ensemble qui serait en mesure de jouer un véritable rôle de contre-pouvoir. Mais cela prendra du temps, nulle raison d'être pressé.

Amaël François
et Flora Marchand

ALTERNANCE AU PORTUGAL



PORTUGAL

Après le peuple, la gauche paye la crise

Les élections législatives anticipées du 5 juin dernier ont été marquées par une forte abstention et le retour de la droite au pouvoir. Le gouvernement de Socrates paye ainsi sa politique d'austérité, mais le Bloc de gauche fait aussi les frais de la victoire de la droite. Jorge Costa, du «bloco», analyse ce résultat et les enseignements que l'on peut en tirer.

Dans quel contexte politique et social s'est déroulée cette élection législative anticipée?

Le résultat de ces élections est le reflet d'un changement radical de cycle politique, produit de l'intervention active de la «troïka» (FMI - Union européenne - Banque centrale européenne). Le mensonge a fonctionné et l'idée selon laquelle l'économie portugaise est au bord de la faillite, qu'il n'y aura plus d'argent pour payer les salaires dès juillet, que l'intervention est une aide dont l'austérité est l'inévitable prix à payer, s'est ancrée en profondeur dans le pays. La peur a habité la campagne.

Réunis, la droite (PSD et CDS), le PS, les patrons, les médias ont martelé ce message qui s'est imposé. L'espace pour des propositions alternatives s'est réduit. Une part importante de la population pense que les gauches «parlent très bien», mais ne peuvent pas payer et protéger.

Nous avons pu nous rendre compte au fil de la campagne active que nous avons menée que le refus du Bloc de gauche d'être représenté aux côtés des autres partis portugais à des prétendues

négociations avec la troïka a été vu d'un très mauvais œil par de nombreux électeurs. Même des électrices et électeurs très à gauche ont préféré miser sur la gauche qui voulait «limiter les pertes» que sur celle qui appelait à la résistance à la politique d'austérité!

Quels sont les principaux enseignements que l'on peut tirer du scrutin?

Le PS a perdu et c'est la droite qui l'a emporté largement avec comme mission l'application des mesures négociées par Socrates avec la troïka. L'abstention a été forte.

La banqueroute est toujours un chantage contre le peuple. Rien de nouveau dans l'histoire mais c'est la gauche qui trinque toujours. Et dans la gauche, c'est contre le Bloc que cet effet a joué le plus. Nous avons très peu de «voix de toujours» et, contrairement à 2009, nous avons eu très peu de voix en provenance de l'électorat traditionnel du PS voire du PSD. Nous devons en permanence reconquérir notre espace politique électoral. Notre électorat «captif» est moins important que celui du PCP¹ qui est certain de «toujours tenir» ses 7%.

Comment analyser le revers du «Bloco»?

Le Bloc de gauche a fait une campagne risquée parce qu'il a voulu démonter le mensonge. La proposition d'un audit sur la dette et la renégociation de son paiement a été au cœur de notre campagne électorale et va demeurer l'axe central de notre agitation dans la période qui vient. Les prévisions concernant l'effet des mesures imposées par la troïka sont claires: récession de 2% en 2011; 2% en 2012; 100 000 chômeurs dans cette période qui s'ajoutent aux 600 000 que le pays compte actuellement.

Malgré cela, la proposition du Bloc est encore loin d'avoir la force nécessaire pour être mobilisatrice dans la société. Il faut du temps pour qu'elle fasse son chemin car c'est la seule voie pour des mobilisations populaires qui puissent véritablement résister à l'austérité et protéger la population contre la banqueroute des salaires et des pensions.

Propos recueillis par Fred Borrás

1. Parti communiste portugais.

Le drame de Yarmouk

Plusieurs morts et des dizaines de blessés, à Yarmouk, lors de l'enterrement des victimes assassinées par Israël le 5 juin sur la ligne de séparation entre la Syrie et Israël, appelée «Purple Line» par l'ONU.

Parmi les milliers de participants à la procession funéraire, plusieurs centaines ont manifesté contre la présence des dirigeants des factions palestiniennes, au cri de «dehors les chefs de faction», accusant celles-ci d'envoyer la jeunesse à la mort. Devant la colère et la violence, l'incendie du quartier général du FPLP-CG¹, la réponse fut cinglante: les brigadistes du FPLP-CG ont ouvert le feu sur la foule.

Comment comprendre la réaction d'une partie de la population de Yarmouk? La marche du 5 juin organisée sur le plateau du Golan a été perçue comme une tentative de diversion face à la répression sanguinaire du pouvoir de Bachar al Assad, le sentiment dans la population palestinienne que les organisateurs des manifestations à répétition contre l'occupation du Golan et pour le droit au retour n'ont comme seul but que de détourner la mobilisation populaire contre le régime dictatorial syrien. La juste lutte pour le droit au retour, contre l'occupation de la Palestine, massivement partagée, devient un paravent face aux difficultés du régime syrien. Ce sentiment est renforcé par la passivité syrienne depuis des décennies sur la «frontière» Syrie/Israël d'environ 70 km. Depuis 1974, le pouvoir syrien a toujours œuvré, jusqu'à ce 15 mai², pour assurer la sécurité et la tranquillité d'Israël sur la «ligne violette».

On ne peut totalement exclure des provocations de certaines factions palestiniennes, ni conclure, comme le fait Ahmed Jibril, à une opération télé-guidée et organisée. Pour autant, prendre le risque d'une nouvelle guerre inter-palestinienne serait et est criminel!

Un communiqué du bureau politique du FPLP dès le jour même rend hommage aux victimes, appelle à rester unis dans la lutte pour l'autodétermination et le retour en Palestine, et rappelle que la responsabilité fondamentale réside dans l'occupation et les crimes israéliens.

Par méconnaissance ou par volonté de nuire, les médias occidentaux confondent le FPLP-CG d'Ahmed Jibril avec le FPLP dirigé par Ahmed Saadat. Deux lettres séparent ces deux organisations à la ligne politique très différente. Depuis bien longtemps, le FPLP ne participe plus aux luttes internes aux pays arabes, tout en maintenant des partenariats forts avec les organisations anti-impérialistes de par le monde. À l'inverse d'Ahmed Jibril qui appuie fermement le régime syrien, osant associer dans un communiqué l'ensemble des réfugiés palestiniens au soutien du régime de Bachar al Assad. Cette conception est basée d'un côté sur l'indépendance par rapport aux régimes arabes pour mener la lutte du peuple palestinien (FPLP); de l'autre une politique soumise aux politiques d'États qui financent l'organisation (FPLP-CG).

Marc Prunier

1. Créé en 1967, le FPLP connaît une première scission en 1968, conduite par Ahmed Jibril qui fonde le FPLP-CG, organisation présente essentiellement en Syrie avec quelques forces au Liban et est très proche du pouvoir syrien.

2. Jour de la Nakba où la population a franchi la «frontière» lors d'une manifestation pacifique, débordant les forces israéliennes sur le plateau du Golan malgré les tirs qui ont entraîné la mort de plusieurs manifestants.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU PÉROU Les dilemmes de Humala

Dimanche 5 juin, Ollanta Humala a annoncé sa victoire à la présidence de la République du Pérou devant une foule enthousiaste. Lors de ce deuxième tour électoral, il faisait face à Keiko Fujimori, candidate populiste néolibérale, soutenue par l'oligarchie et fille du dictateur au pouvoir de 1990 à 2000 (aujourd'hui en prison). Malgré une campagne médiatique hostile, Humala a obtenu 51,5% des suffrages, notamment grâce au vote des populations paysannes et indigènes. Dans les derniers jours de campagne, il a même bénéficié de l'appui improbable d'intellectuels conservateurs tels que Mario Vargas Llosa ou de l'ancien président Toledo, adversaires de Keiko Fujimori. Si cette dernière gagne dans sept régions, dont la capitale Lima, Humala est majoritaire dans dix-sept provinces andines et amazoniennes, les plus pauvres du pays. L'ex lieutenant-colonel (il a d'ailleurs fait l'objet d'accusation pour violation des droits de l'homme), avec un discours nationaliste et critique du néolibéralisme, a su représenter le

changement face aux classes dominantes. Faute de mieux et alors que la gauche radicale ne s'est toujours pas remise des années de plomb, plusieurs petites organisations révolutionnaires ont décidé de lui fournir un appui critique.

Reste que cette élection est loin de résoudre les problèmes quotidiens de l'immense majorité. Si dans un premier temps le parti d'Humala, Gana Perú, proposait un programme progressiste, la nouvelle orientation d'entre les deux tours donne le ton de sa gestion gouvernementale. Afin de rassurer la bourgeoisie de Lima, le candidat a abandonné son projet de réforme de la Constitution de 1993, assuré qu'il reconnaîtrait le traité de libre-échange avec les États-Unis et qu'il garantirait la propriété des multinationales, très présentes au Pérou. Le nouveau président affirme cependant vouloir renégocier certains contrats d'exploitation avec les entreprises minières (60% des revenus d'exportation du pays) et a réitéré sa promesse de créer des emplois, des logements ainsi que des services de première

nécessité. Alors que le modèle politique revendiqué d'Humala est celui du président Lula, les classes populaires ne pourront compter que sur elles-mêmes pour transformer le modèle économique en place. Ces derniers temps, les luttes se multiplient: on dénombreait 233 conflits sociaux au mois de mai, dont 117 liés au secteur minier. Un an après la sanglante répression du mouvement indigène à Bagua, il est indispensable de soutenir activement ces mobilisations. Pour le NPA, cela signifie aussi une dénonciation, au côté des syndicats et associations engagés dans ce combat, du traité de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou, traité qui exacerbera les violations des droits des peuples à travers les Andes et en Amazonie.

Franck Gaudichaud

Pour suivre le blog du groupe de travail Amérique latine du NPA: <http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

Non à l'aéroport Notre-Dame-des-Landes

Notre-Dame-des-Landes (NDDL) est un village situé à 30 km au nord de Nantes, en direction de Rennes. Le projet d'aéroport démarre en 1967. Il s'agissait alors d'un aéroport international de passagers où pourrait atterrir le Concorde (prévision de 5 à 9 millions de passagers par an en 2000, alors que l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique en compte aujourd'hui 3 millions !). Et pour le fret, l'objectif était de devenir le « Rotterdam aérien de l'Europe ».

En 1974, commencent les acquisitions de terres par le conseil général (aujourd'hui 850 ha sur 1 650 nécessaires). Il ne se passe rien pendant vingt ans, puis le projet est réactivé en 2000 et un arrêté ministériel relance l'étude en 2003.

Le concessionnaire est choisi en 2010. Ainsi, Vinci obtient le marché pour 55 ans. Le montage financier est finalisé.

Les travaux devraient débuter en 2014 pour une mise en service en 2017.

De nombreuses associations et organisations, dont le NPA, militent contre la construction de cet aéroport symbole parfait du choix d'une société capitaliste et productiviste.

Des conséquences dramatiques à tout point de vue

Les conséquences pour l'emploi

L'emploi constitue l'argument principal des promoteurs du projet, argument qui ne tient pas.

Une centaine d'emplois directs (47 exploitations) plus 600 emplois indirects liés à l'agriculture locale sont immédiatement menacés sur Notre-Dame-des-Landes. La réalisation du projet mettrait en danger un site d'Airbus qui utilise l'actuel aéroport et compte 1 200 salariés. Les aéroports voisins seraient fragilisés voire supprimés, comme l'ont souhaité publiquement certains promoteurs du projet à NDDL. Cela entraînerait la destruction d'emplois à Angers, Rennes, et peut-être d'autres villes bretonnes. Les nouveaux emplois créés à Notre-Dame-des-Landes pour l'exploitation de la plateforme et les activités logistiques seraient tout juste délocalisés du sud de Nantes vers le nord de la ville. Certes, il y aurait création d'emplois temporaires pendant la réalisation des travaux, pour la plateforme et le barreau routier. Mais ce n'est pas ce dont la population a besoin.

En quoi une nouvelle plateforme aéroportuaire, dans une région déjà desservie, créerait-elle de l'activité économique ? Les promoteurs du projet veulent un aéroport international, mais ils oublient la politique de hub des compagnies aériennes. Un hub excentré n'a aucun sens et les précédentes expériences de nouveaux aéroports (notamment Vatry, dans l'est parisien) ont échoué. Il faudrait sans doute, à Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, subventionner des compagnies low-cost pour augmenter le nombre de vols. Les emplois ainsi créés seraient alors soumis au même marchandage honteux aux conditions sociales, comme à Montpellier récemment.

Des dégâts écologiques irréremédiables

Le village de Notre-Dame-des-Landes, 1 900 habitants, est situé au milieu d'un paysage de bocages. Près de 2 000 hectares sont concernés par l'emprise de l'aéroport. Cela entraînerait la destruction d'une des dernières zones de biodiversité exceptionnelle de Loire-Atlantique. Il existe des risques très importants liés à la pollution et à l'imperméabilisation de vastes surfaces en zone de bassins versants. L'urbanisation sur une quinzaine de kilomètres au nord de Nantes s'accélénera.

Une belle contribution à l'effet de serre

Le transport aérien représente 2 à 3% des émissions de gaz à effet de serre. Vouloir augmenter de 6 millions de passagers (le projet vise 9 millions en 2050), c'est vouloir émettre 300 000 tonnes de gaz à effet de serre de plus par an (50 kg par passager sur la base d'un vol de 500 km). Bétonner 2 000 hectares de prairies et détruire un puits de carbone car les prairies ont un effet positif en emmagasinant du carbone dans les sols. Ce ne sont pas les toits végétalisés de l'aérogare qui compenseront cette destruction.

La destruction des terres agricoles

En lieu et place d'une zone bocagère d'élevage laitier (12 millions de litres de lait par an aux portes de Nantes) s'étendraient deux pistes, parkings, et quatre voies. 16,5% des terres de Loire-Atlantique sont déjà bétonnées et l'artificialisation y progresse plus vite qu'ailleurs. Soulignons qu'entre 2006 et 2009, la surface agricole française a perdu 279 000 hectares, soit près de la moitié d'un département français. C'est aussi l'équivalent de plus de 5 000 exploitations agricoles de taille moyenne.

Les grandes villes européennes dépendent de plus en plus de sources alimentaires délocalisées.

Pourtant les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) se développent, représentatives d'un changement d'attente dans la société.

Les promoteurs eux-mêmes le reconnaissent puisqu'ils communiquent sur un projet d'Amap à destination des salariés à deux ans du démarrage prévisionnel des travaux, dans un bel effort de « green-washing ».

Un projet inscrit dans la compétition entre les territoires à l'échelle européenne

Les communautés urbaines de Nantes et de Rennes ont lancé une « conférence permanente » les réunissant. Elle a pour objectif d'améliorer l'attractivité internationale de l'ensemble Nantes-Rennes. L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et une LGV (pour les 100 km séparant les deux villes !) se placent dans cet objectif. Les dirigeants PS imaginent une région qui attirera 1 million d'habitants. Ces projets d'infrastructure démesurée s'inscrivent dans une compétition au détriment des zones rurales, y compris proches. Les régions doivent se transformer en vitrines du capitalisme globalisé, symboles de la mondialisation et de la délocalisation, sans jamais demander à la population si c'est son choix de société.

Un gaspillage énergétique

Alors que les ressources en pétrole se raréfient et que nous devons à l'avenir partager les énergies fossiles avec les pays émergents, le concessionnaire privé, pour rentabiliser un tel équipement cherchera coûte que coûte à développer le trafic aérien.

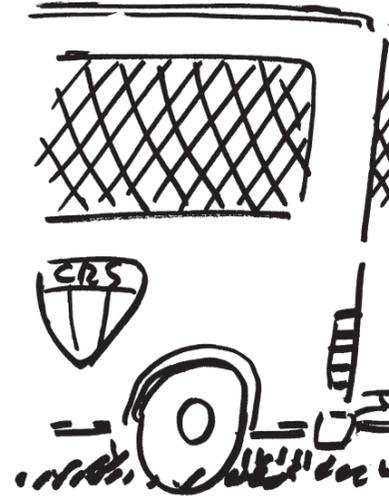
Aujourd'hui la région nantaise connaît déjà un déséquilibre économique au profit du nord de la Loire. Chaque matin, une partie des habitants du Sud traverse le fleuve ; les ponts et le périphérique connaissent de longs embouteillages, le matin dans le sens sud-nord et le soir dans le sens nord-sud. Le déplacement des activités liées à l'aéroport ne manquera pas de provoquer une augmentation de la circulation aux heures de pointe allongeant le temps de déplacement et augmentant la pollution.

Un détournement des fonds publics vers les multinationales bétonnières

Le budget initial est fixé à 560 millions, dont 254 de fonds publics (138,5 pour l'État et 115,5 pour les collectivités : 35% région Pays de la Loire, 25% Région Bretagne, 40% collectivités locales). Le conseil général de Loire-Atlantique contribue, par exemple, à hauteur de 23 millions. L'emprunt prévu de cette somme générerait 1,2 million d'euros d'intérêts par an (pour comparaison : financement de la planification familiale par le CG en 2010 = 1 million d'euros).

La gestion des aéroports est maintenant exercée par des groupes privés, conformément aux réglementations européennes et au traité de Lisbonne. Les avances remboursables attribuées à Vinci, le constructeur puis concessionnaire pour 55 ans de la plateforme, ne seront effectivement remboursées qu'en cas de bénéfices substantiels du site : « Des financements qui pourront se voir remboursés sous forme d'un retour à meilleure fortune lié aux résultats de l'aéroport ». Cela veut dire que, si l'aéroport est déficitaire ou bénéficiaire en dessous d'un certain seuil, les contribuables financeront à presque 50%. Il est très facile pour les groupes privés de transférer les bénéfices d'une filiale à l'autre et de voler impunément les collectivités locales.

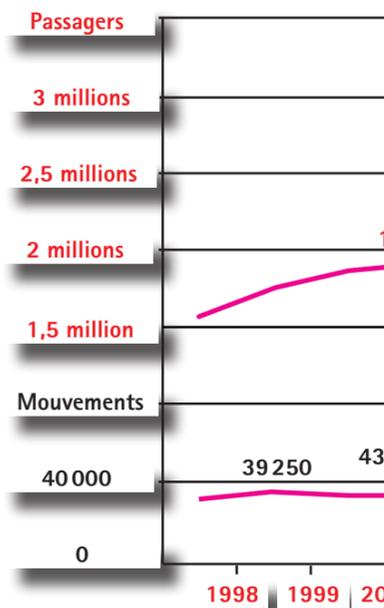
Enfin l'investissement semble largement sous-estimé. En Grande-Bretagne, le projet d'agrandissement de l'aéroport de Stansted, à Londres, est estimé à 2,9 milliards d'euros pour une piste, un terminal et une aire de stationnement des avions.



Les alternatives

L'aéroport de Nantes-Atlantique avec ses 320 hectares, sa proximité du périphérique de Bordeaux est déjà un aéroport aérien dans l'Ouest. Avec ses 3 millions de passagers et ses mouvements annuels, il est loin de la saturation et peut satisfaire largement la faible demande port aérien dans l'Ouest. Les opposants mettent en avant plusieurs alternatives qui permettraient :

- d'améliorer les procédures d'atterrissage et de décollage pour réduire les nuisances de l'actuel aéroport.
- de réduire fortement le survol des zones habitées.



Aéroport	Surface (ha)
Genève	340
Gatwick	270
San Diego	270
Nantes	320
Nantes NDDL	940

oport de des-Landes



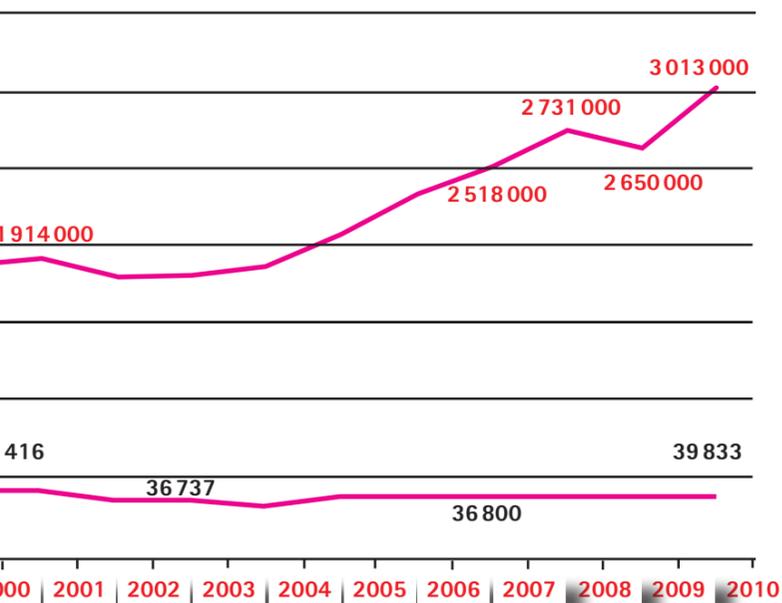
tives au projet

son unique piste, hérique et de l'aéroport international. es 40 000 mouvements (voir graphique) demande de trans- eurs solutions qui age pour diminuer onnes urbaines par

un transfert du trafic vers Paris et Lyon sur le TGV qui supprimerait 30% des mouvements, et la mise en place d'une interconnexion des aéroports de l'Ouest pour partager le trafic.

- d'éviter totalement tout survol de zone urbanisée dense en remplaçant la piste existante, orientée nord-sud par une autre piste orientée est-ouest. Ce nouveau tracé proposé par l'association Solidarités écologie est compatible avec les plans locaux d'urbanisation actuels et n'a fait l'objet d'aucune opposition sérieuse de la part des élus et techniciens auxquels il a été présenté (dossier complet sur www.solidarités-ecologie.org).

Évolution du trafic à Nantes-Atlantique (DGAC)



Surface (ha)	Piste (m)	Mouvements	Passagers (millions)
3 900	3 900	170 000	11
3 200	3 200	280 000	35
2 900	2 900	223 000	17
2 900	2 900	38 000	3
2008 : 2 pistes de 3 600 m		100 000 ?	9 ?
2011 : 2 900 m + 2 750 m			

Les acteurs de la lutte

Les associations historiques locales

- Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Acipa), 3 360 adhérents, site <http://acipa.free.fr>
- Association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (Adeca), qui regroupe les agriculteurs directement touchés par le projet.
- Les Citoyens vigilants, regroupement d'individus de l'ensemble de la région nantaise, organisent des vigies (piquet de deux ou trois personnes) tous les jours alternativement devant les sièges du conseil général, conseil régional, communauté urbaine de Nantes et siège du PS.
- Les occupants de la Zone d'aménagement différé, renommée Zone à défendre (ZAD).
- Les premiers se sont installés sur ces terres achetées par le conseil général à la suite du Camp climat de l'été 2009. Ils ont réaménagé les maisons laissées à l'abandon ou ont construit des cabanes. Ils tentent une expérience de vie collective, créent des jardins potagers, fabriquent leur pain. Les décisions sont prises au cours d'assemblées générales.
- Les comités locaux : ils se sont créés dans le

Pays nantais, en Loire-Atlantique et en Bretagne.

La coordination des opposants à l'aéroport

Elle regroupe 35 organisations et est constituée d'associations locales (Acipa, Adeca, Solidarités écologie, Greenpeace 44...), d'associations nationales (Attac, Fédération nationale des associations des usagers des transports, Ligue de protection des oiseaux...), de partis politiques (Alliance écologiste indépendante, Les Alternatifs, Breizhistance, CAP 21, Europe Écologie-Les Verts, La France en action, Gauche unitaire, Le Modem, Mouvement des objecteurs de croissance, NPA, Parti de gauche).

Le Comité des élus doutant de la pertinence de l'aéroport

Il regroupe près d'un millier d'élus dont la moitié en Loire-Atlantique (<http://aeroportnddl.fr>).

Le Collectif national

Il regroupe partis politiques et associations nationales. Il assure le relais de la lutte et la popularise dans toute la France.

Une mobilisation permanente sur le terrain

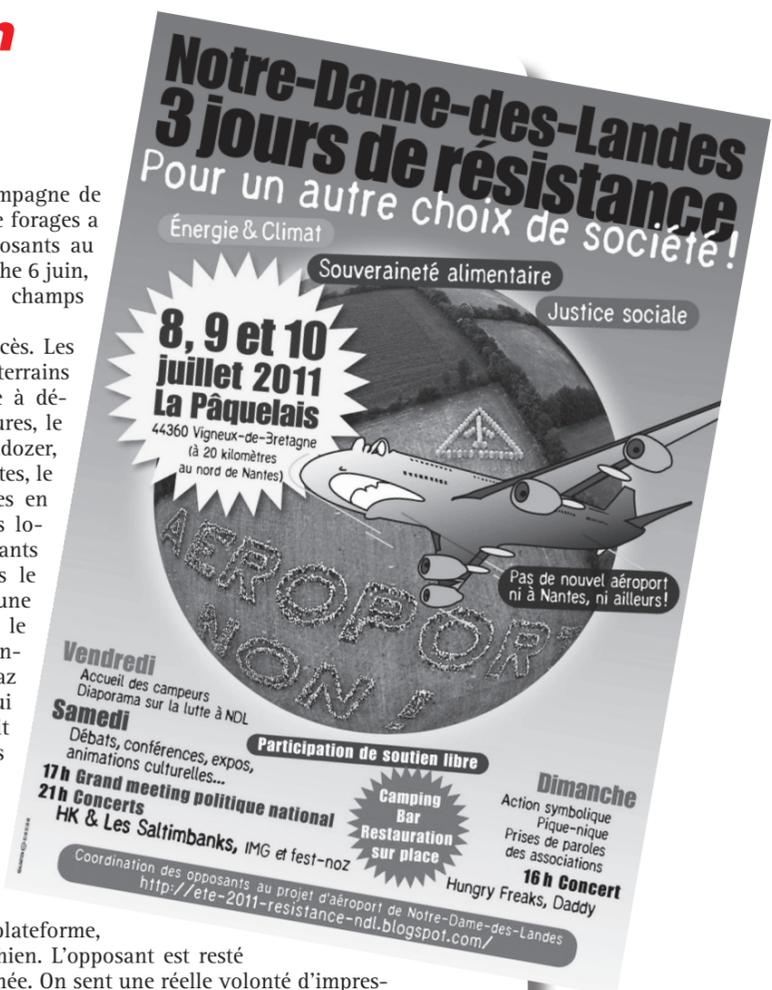
Après l'enquête publique de l'automne, une campagne de prélèvements de terre au printemps, une série de forages a eu lieu pour la tour de contrôle. Mais les opposants au projet d'aéroport sont toujours là ! Dès le dimanche 6 juin, ils avaient érigé des barricades à l'entrée des champs concernés.

Un arbre est abattu en travers de la route d'accès. Les occupants de la Zone d'aménagement différé (terrains acquis par le conseil général) renommée Zone à défendre campent sur le site. Lundi 6 juin à 8 heures, le convoi arrive : un camion transportant un bulldozer, deux autres transportant les foreuses, camionnettes, le tout escorté par six camions de gardes mobiles en tenue anti-émeutes et guidé par les gendarmes locaux. Plutôt que de se trouver face aux opposants massés devant les barricades, ils passent dans le champ voisin, bulldozer en tête. Celui-ci ouvre une brèche dans la haie, comble le fossé et tout le convoi suit. Les groupes de manifestants qui tentent d'approcher sont copieusement arrosés de gaz lacrymogènes ainsi que le troupeau de vaches qui paissait tranquillement au fond du pré. S'ensuit une guerre d'usure avec d'un côté une partie des opposants qui reste sur place, des petits groupes qui tentent d'approcher par les bois ou les champs proches et les gardes mobiles qui essaient de se déployer. L'atmosphère est extrêmement tendue surtout après l'arrestation d'un fermier qui est maintenu menotté, à genoux sur le marchepied d'un camion, tête sur la plateforme, surveillé par les gardes mobiles et un maître-chien. L'opposant est resté dans cette position une grande partie de la matinée. On sent une réelle volonté d'impresionner les manifestants. Il faut dire qu'un mois avant, des travaux préalables aux forages avaient été empêchés par la mobilisation rapide de 100 personnes. Les foreurs étaient repartis avec un constat d'huissier.

Les autorités s'attendaient à avoir du fil à retordre, et la campagne qui était prévue initialement sur quatre jours a été réduite à deux en doublant le matériel.

Mardi 7 juin, un hélicoptère survole la zone dès 5 heures du matin. 27 camions de gardes mobiles arrivent sur le site. Ceux-ci se déploient dans tous les champs limitrophes des parcelles où ont lieu les forages. Cette fois, ce sont non seulement les accès par les routes qui sont bloqués mais les chemins de terre sont aussi étroitement contrôlés.

Blog : <http://ete-2011-resistance-ndl.blogspot.com/>





<http://2011.rmil.info/>

Cette année, les Rencontres mondiales du logiciel libre auront lieu à Strasbourg du 9 au 14 juillet. Organisées par un collectif d'associations locales, elles proposent des conférences, tables rondes et ateliers pratiques autour du logiciel libre et de ses usages. En marge de l'événement se tiendra le festival des Arts numériques libres. Les « Nocturnes » rassembleront des artistes diffusant leurs contenus sous des licences ouvertes et des créateurs portant l'esprit du libre dans leur processus créatif. Impros théâtrales, jam session ouverte, musique libre en plein air, voilà de quoi passer de bons moments !

l'essai

INSOUMISSION POÉTIQUE TRACTS, AFFICHES ET DÉCLARATIONS DU GROUPE DE PARIS DU MOUVEMENT SURREALISTE 1970-2010

présentés par Guy Girard

Le Temps des Cerises

251 pages

25 euros



Une rumeur insistante, qui avec le temps a pris la pesanture et la consistance granitique du dogme veut que le surréalisme ait disparu, comme mouvement et comme action collective, en 1969. Or, il n'en est rien : par l'action d'un petit groupe à Paris et des équivalents dans plusieurs autres villes de la planète, l'aventure surréaliste se poursuit jusqu'à aujourd'hui. C'est donc tout naturellement que ce troisième volume de *tracts et déclarations surréalistes parisiens* – organisé avec un travail d'orfèvre par le poète et peintre Guy Girard – prend la suite des deux volumes, couvrant la période 1924-1969, publiés dans son temps par José Pierre. Un bref historique de ces années post-1969, sous le joli titre *Le fil rouge dans la corde à sauter*, se trouve en tête du nouveau livre, richement illustré par les artistes du groupe et quelques-uns de leurs amis de Prague et d'ailleurs. Le point de départ est une enquête, « *Rien ou Quoi* », lancée par Vincent Bounoure en 1969. Peu après paraît *le Bulletin de liaison surréaliste*, dont le premier éditorial (septembre 1970) est signé de Jean-Louis Bédouin, Jean Benoit, Vincent Bounoure, Jorge Camacho, Joyce Mansour, Michel Zimbacca. Au fil des années, beaucoup d'autres noms viendront les rejoindre. Certains, comme Michel Lequenne, se reconnaissent dans le trotskysme ; d'autres, comme Aurélien Dauguet, Marie-Dominique Massoni ou Guy Girard, dans l'anarchisme. Mais ce qui leur est commun c'est l'adhésion à cette insoumission poétique surréaliste, qui ne saurait être réduite à aucune « ligne » politique. Les sujets qui ont inspiré les tracts et déclarations collectives sont très divers ; citons, dans un joyeux désordre, une polémique philosophique avec Jürgen Habermas ; la dénonciation des guerres du Golfe ; la menace d'exécution de Mumia Abu-Jamal ; la lutte des sans-papiers ; l'affaire Battisti ; le soulèvement des zapatistes. « UBush », Foetididas Sua le Pape Jean-Paul II, « Hiro-Chirac » et autres personnages peu ragoûtants en prennent pour leur grade. Pour jeter un peu de sable dans les engrenages bien huilés de la culture, on fabrique un faux « Octavio Paz » se solidarisant avec les indigènes du Chiapas et un faux prospectus pour l'exposition « Révolution surréaliste » du Centre Beaubourg – énième tentative de dissoudre le surréalisme dans la cire des musées. Et pour embellir les murs de Paris, on colle un peu partout des affiches poétiques/subversives, avec des dessins et des « mots d'ordre » tels que « *Merveilleux sexuellement transmissible* » ou « *Faites sonner toutes les rivières. On n'a pas encore assez douté des mouvements de la réalité.* »

Ce dernier semble avoir été inventé exprès pour les protestations des indignados espagnols... Utopie fragile quoique tenace, le surréalisme ne cesse d'opposer, comme le montrent ces textes et ces illustrations, le cristal translucide de l'imagination poétique à l'opacité polluée de la civilisation capitaliste occidentale.

Michael Löwy

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRES CULTURE DE MASSE OU CULTURE POPULAIRE ?

Christopher Lasch
Climats / 7 euros
Sociologue américain d'inspiration marxiste, critique de l'idéologie du progrès, du capitalisme avancé, de l'individualisme de l'American Way of Life et du sort qu'il réserve aux femmes, Lasch (1932-1994) s'était aussi fixé pour objectif de réarmer intellectuellement la gauche soucieuse de changer la société. La réédition de ce petit livre, passé inaperçu à sa première publication en 2001, permet de saisir l'intérêt critique de son œuvre, trop négligée en France. Contre la gauche « libérale-libertaire » favorable à la culture de masse (à l'instar de J. Lang), Lasch soutient que cette culture et les médias qui en sont les vecteurs ne peuvent offrir d'autre liberté que celle de consommer les « produits » qu'ils diffusent.

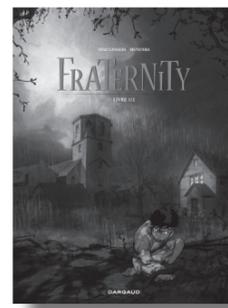
Gilles Bounoure



LIVRE D'ACIER

Silvia Avallone
Éditions Liana Levi / 22 euros
Dans ce premier roman d'une auteure de 25 ans, grand succès en Italie, Anna et Francesca, deux adolescentes, vivent à Piombino en Toscane, ville industrielle en crise. Avec ses personnages issus du monde ouvrier, certains ont lu l'ouvrage comme une description misérabiliste : femmes battues ou usées, jeunes bling bling acquis au berlusconisme. Mais *D'acier* est avant tout l'histoire d'une relation passionnelle, jalouse, entre deux adolescentes. Il décrit avec talent ce temps de l'adolescence où tout s'accélère, où les corps et les regards changent. Face au destin social, face aux parents, face aux garçons, les deux héroïnes découvrent avec violence leurs sentiments réciproques. Ce roman est celui des stratégies qu'elles empruntent, au risque de se perdre, pour éprouver et obtenir leur liberté.

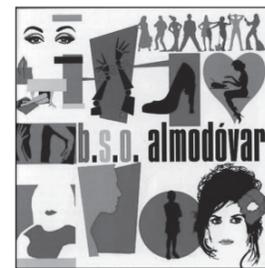
Sylvain Pattieu



BD FRATERNITY, tome 1

Diaz Canales, Munuera
Dargaud / 13,95 euros
Avec sur la carte de visite l'un des auteurs de *Blacksad*, cette BD s'inscrit dans une veine à la fois fantastique et historique. L'action se déroule en pleine Guerre de Sécession, dans l'Indiana, où une communauté s'est créée, basée sur le partage, la mise en commun des biens et la non-violence. Mais il est difficile d'échapper au contexte de son époque, d'autant que, sous un vernis idéal, la petite communauté est agitée par de terribles tensions. L'arrivée d'un enfant sauvage, l'apparition d'un monstre effrayant et le retour de déserteurs de la guerre met à mal l'équilibre fragile de cette micro-société. Un premier tome qui laisse de nombreux points obscurs, une histoire difficile à lâcher mais qu'on a en même temps un peu de mal à suivre.

S.P.



CD B.S.O. ALMODÓVAR

EMI
Les films de Pedro Almodóvar ont toujours accordé une place particulière à la musique. Chacun reste en effet associé à une chanson singulière qui le rend identifiable aux oreilles du cinéphile, voire du public au sens large. *Piensa en mí* de l'atypique interprète espagnole Luz Casal représente peut-être la quintessence de cette fusion entre l'image et le son. Cette compilation qui prétend rassembler le meilleur des BO du cinéaste fou – ou « folle » – de Madrid, déblaie plutôt bien le grenier imaginaire où il venait chercher les vieux 33t poussiéreux de son enfance et de son adolescence, mettant parfois la main à la pâte ou à la guitare. Se bousculent ainsi les hommages incontournables au flamenco (Estrella Morente), la « copla » espagnole, la bossa nova de Caetano Veloso ou l'incroyable puissance vocale de la cubaine La Lupe, sans oublier les détours par le disco érotique d'Eartha Kitt ou la pop élégiaque du groupe anglais Saint-Etienne. Ne reste plus qu'à ressortir les dvd.

King Martov

EXPO Manet, l'invention contre l'oppression

Le musée d'Orsay présente jusqu'au 17 juillet « *Manet inventeur du Moderne* », évocation judicieuse de cet artiste qui rejeta l'académisme de la « *peinture d'Histoire* » tout en ayant à cœur d'assumer son rôle de critique et d'acteur de l'histoire de son temps.

« **M**anet mort, le public consent à admirer. D'ailleurs, n'y a-t-il pas consécration officielle? Le révolté n'est-il pas entré dans le temple? Enfin, on ne rit plus. Comme toujours, c'est un peu tard. » Pour Félix Fénéon, l'hommage rendu à l'artiste (1832-1883) par les autorités de la III^e République un an après sa disparition n'effaçait pas toutes les moqueries et tracasseries que lui avaient réservées puissants et bien-pensants sous le Second Empire et même après. « *Un artiste dont l'œuvre prêchait l'insurrection et ne tendait à rien moins qu'à balayer les piteux emplâtres des garde-malades du vieil art* », bouleversant « *toutes les théories, tous les usages* » et poussant « *l'art moderne dans une voie neuve* », écrivait encore Huysmans, alors anarchiste comme Fénéon. Avec Manet, républicains libéraux ou opportunistes à la façon de Jules Ferry entreprenaient de faire entrer l'image de l'artiste « indépendant », voire « révolté », dans la propagande d'un État prétendument rallié à « *la liberté en art* ».

Le manque de liberté, voilà plutôt ce qu'éprouva Manet sa vie durant. Issu de la bourgeoisie parisienne libérale, il avait suivi avec passion la Révolution de 1848, échappé de peu à l'arrestation lors du coup d'État de 1851 dont il avait dessiné en cachette les victimes de la répression, après avoir intégré l'atelier du peintre d'histoire Couture moins pour ses idées esthétiques que pour son républicanisme. Il s'était alors attaqué à la tyrannie de l'ordre moral sur les beaux-arts (le *Buveur d'absinthe*, refusé en 1859, le *Déjeuner sur l'herbe*, *Olympia*, beaux

scandales avec *Nana*, refusée en 1877), tout en dénonçant par la gravure (*le Ballon*) ou le tableau goyesque (*l'Exécution de Maximilien*), l'expédition du Mexique voulue par le demi-frère de Napoléon III, Morny, prétendant empocher le tiers de la dette exigée de l'État mexicain. Puis il avait rejoint la Commune, dessiné les massacres versaillais dont il tirerait deux lithographies accablantes, célébré la protestation populaire contre les tentatives de restauration monarchique (*la Rue aux drapeaux*), et fêta l'amnistie des Communards dans l'un de ses derniers grands tableaux (*l'Évasion de Rochefort*, 1881). L'exposition (la première en France depuis trente ans) n'omet pas ces aspects mais elle vise avant tout à mieux cerner

la modernité et l'invention chez Manet, qu'on ne saurait plus identifier à l'impressionnisme comme en 1884. Un réalisme « *marqué de romantisme* » selon une expression de son ami Baudelaire, voilà à quoi le rattachent les meilleurs spécialistes actuels, qui insistent aussi sur l'ampleur de ses recherches et de ses innovations : fragmentation des figures, parfois par découpage des toiles,

changements de profondeur de champ, juxtapositions de couleurs vives, gradations par touches aptes à rendre le mouvement, refus du fini académique, et comme écrivait Mallarmé, « *simplification apportée par son regard de voyant à certains procédés de peinture* ». « *Un artiste doit être spontanéiste* », disait dès 1858 Édouard Manet, parce qu'en art « *tout ce qui a l'esprit d'humanité, l'esprit de contemporanéité est intéressant. Tout ce qui en est dépourvu est nul.* »

Gilles Bounoure

AU PÈRE LATHUILLE, 1879

HUILE SUR TOILE, 93,5 x 112,5 CM

COLLECTION DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE TOURNAI.



DROGUES Une seule solution, légalisation

Depuis des années, différents gouvernements entendent mener une guerre totale à la drogue. Mais que ce soit en termes de consommation ou de santé publique, elle a fait la preuve de sa totale inefficacité. En France, seuls le NPA et Europe Écologie-les Verts se prononcent pour la légalisation.

Le 18 juin, comme chaque année, à l'appel du Centre d'information et de recherche cannabique (Circ), des rassemblements vont avoir lieu en France, dénonçant la politique de répression, demandant l'abrogation des lois antidrogues de 1970 et la légalisation du cannabis. La critique de la politique internationale de criminalisation et de « guerre à la drogue » est également venue ces derniers jours de l'intérieur même du système capitaliste. La Global Commission on Drug Policy, qui ne regroupe pas des adeptes de Bob Marley ou du sweat à capuche, mais des personnalités comme les anciens présidents brésilien Cardoso, colombien Gaviria, mexicain Zedillo, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, vient de reconnaître « l'échec » de la politique internationale actuelle. Elle déclare ainsi que « 50 ans après la signature de la Convention de l'ONU sur les drogues et 40 ans après que le président Nixon eut lancé la guerre antidrogue du gouvernement nord-américain, il est urgent de réformer les politiques nationales et mondiales de contrôle des drogues » et constate que « les initiatives de décriminalisation n'aboutissent pas à une augmentation significative de la consommation de drogues », recommandant même de « mettre fin à la criminalisation, la marginalisation et la stigmatisation des personnes consommant des drogues mais qui ne causent pas de dommage aux autres ».

Bien évidemment, le ministre de l'Intérieur Guéant, dans sa surenchère raciste et sécuritaire permanente, s'est empressé d'y répondre : « j'y suis absolument opposé. La drogue, c'est quelque chose qui est dangereux sur le plan de la santé » et d'en profiter pour stigmatiser une fois de plus les jeunes de banlieue : « Par rapport à la délinquance et au phénomène de bandes, il a été observé partout où le cannabis a été dépénalisé que les bandes s'emparaient du trafic d'autres substances. » Il aurait été mieux inspiré de lire le rapport de cette commission qui reprend le constat fait par toutes les analyses sérieuses : la politique de prohibition n'est efficace ni en termes de santé (c'est même le contraire), ni en termes de contrôle du trafic. En 2008, on estime que 42% des jeunes de 17 ans en France ont fumé du cannabis (taux le plus élevé en Europe) alors que les lois de 1970 sont les plus répressives. Au Portugal, depuis 2001, la consommation de toutes les drogues a été dépénalisée sans que l'usage augmente et les Hollandais consomment moins de drogue que les Français.

UNE GUERRE SOCIALE...

La « guerre à la drogue » est avant tout une guerre sociale et sert des objectifs politiques. Aujourd'hui, on stigmatise le trafic à Sevran (Seine-Saint-Denis) car cela permet de viser les jeunes, les immigrés, les pauvres. Les problèmes sont bien réels dans les banlieues mais la drogue n'en est pas



la cause. La situation actuelle est la conséquence du chômage de masse, de la misère économique. Plusieurs milliers de jeunes sont incarcérés chaque année pour consommation et trafic de cannabis, principalement issus de milieux populaires, alors que tout le monde sait que la drogue circule partout. Jean-Luc Delarue qui a avoué consommer 10 000 euros de cocaïne par mois dans le 6^e arrondissement de Paris, n'a pas fait un seul jour de prison. Il est évident que la police et la justice mènent sur la question des drogues une politique antijeunes, au faciès, afin de maintenir un contrôle sécuritaire et économique en banlieue.

...ET INEFFICACE

Cette politique ne peut mener qu'à une impasse, comme le montre la situation au Mexique. Depuis 2006, le gouvernement a déclaré la guerre « totale » aux cartels de la drogue en envoyant 50 000 militaires (ce que demande de manière totalement absurde Gatignon, le maire EÉ-LV de Sevran...) en plus de la police. Résultat : 30 000 morts et un trafic qui n'a jamais été aussi élevé. Tout ceci se faisant aux portes des USA qui mènent parallèlement une politique anti-immigrés très répressive sur cette frontière. Les premières victimes de cette situation sont les centaines de femmes pauvres assassinées à Ciudad Juarez. Cela n'a pas empêché le trafic de cocaïne de progresser. L'ONU constate même qu'au niveau planétaire la consommation d'opiacés a augmenté de 35,5% entre 1998 et 2008 (la guerre en Afghanistan n'y est pas pour rien), celle de cocaïne de 27% et celle de cannabis de 8,5%. Il y a donc urgence à cesser au niveau international la politique répressive actuelle.

La légalisation est la seule mesure sérieuse en termes de santé publique. Il faut apprendre à vivre avec les drogues, les gérer

au mieux. N'oublions pas que les deux drogues les plus dangereuses en France sont légales : le tabac (60 000 morts par an) et l'alcool (35 000 morts par an). Le seul moyen pour faire réellement de la prévention et de l'aide à la diminution des risques (utilisation de seringues stériles pour prévenir les infections par exemple) passe par la dépénalisation des drogues. Ne plus faire du consommateur un délinquant est le préalable à toute politique de santé qui vise à réellement aider les gens dans l'usage de drogues qui peut devenir ingérable pour certains. Pour l'instant, les réponses de la gauche sont faibles. Act-up, Aides... essaient de faire entendre leur voix et leurs préoccupations face à la dégradation de la situation. À part le NPA et EÉ-LV, aucun parti ne prend clairement position en faveur de la dépénalisation de la consommation des drogues et de la légalisation du cannabis, qui sont pourtant des mesures simples et facilement applicables, même dans le cadre du système actuel. Le PS partage fondamentalement le discours de l'UMP sur la question. Hollande et Royal se sont opposés à la légalisation du cannabis : « On ne peut pas relâcher la répression sur le trafic », estimant que le trafic se reporterait alors « sur d'autres drogues ». Seul Vaillant, ancien ministre de l'Intérieur socialiste, a pris position pour, plutôt par simple pragmatisme policier. Il y a pourtant nécessité et urgence à s'opposer à la droite qui prétend rétablir l'ordre moral. La loi de 1970 permet au gouvernement de maintenir une sorte d'état d'exception dans les banlieues. La lutte antidrogue sert de prétexte à de nombreuses dérives sécuritaires : au niveau légal, le trafic de drogue est soumis aux mêmes mesures que le terrorisme. Refusons cela. Avant, pendant et après 2012, une seule solution : légalisation !

Antoine Boulangé

Jorge Semprún

Les deux visages d'une même histoire

Semprún est né à Madrid en 1923. Sa vie et son œuvre ont été marquées par une série de contradictions. Pendant la guerre civile espagnole, il a vécu à Bruxelles où son père était ambassadeur. Après la guerre civile, il vécut dans Paris occupé par les nazis et rejoignit la Résistance. Arrêté sur dénonciation, il fut torturé puis déporté au camp de Buchenwald. Ce séjour en enfer marqua profondément son expérience littéraire et politique. Dans plusieurs de ses livres, il revint sur son travail dans l'administration du camp. Son passé à Buchenwald a été l'objet de controverses de la part de personnes peu suspectes comme Stéphane Hessel pour qui : « À partir de 1937, les communistes ont assuré la "gestion" du camp [Buchenwald] [...] nous pouvions leur demander ce qu'ils pouvaient faire pour nous qui allions être exécutés. Ils nous répondirent qu'ils étaient désolés mais qu'ils ne pouvaient rien faire car ils réservaient leur protection à leurs militants, comme pour Jorge Semprún, communiste espagnol. Les communistes étaient formidablement solidaires entre eux !... »¹. Dans son livre *Le mort qu'il faut*², Jorge reconnaît avoir travaillé dans l'administration du camp de Buchenwald mais dément avoir été kapo (à la différence de Josef Frank, Walter Bartel, etc. et d'autres dirigeants communistes officiels).

Son parcours de militant et de dirigeant du PCE est sans aucun doute celui du plus populaire d'entre eux « Federico Sanchez »³. Il n'a jamais critiqué la ligne suivie par le Parti ni le rôle de son secrétaire général, Santiago Carillo, et il a fallu attendre les années 1960 pour qu'il commence à remettre en cause le stalinisme. Il fut expulsé du parti en 1964 pour divergence avec la ligne.

Comme écrivain et scénariste, Jorge Semprún a joué un rôle important mais, comme tant d'autres grands auteurs du xx^e siècle, il a commencé avec une optique socialiste et anticapitaliste pour finir par une adaptation à l'ordre existant. Cet abandon raffiné s'est illustré en 1997 lorsqu'il reçut des mains de Vargas Llosa le Prix Jérusalem et où il fit l'éloge de la « démocratie israélienne ».

En 1988, Felipe Gonzalez le nomma ministre de la Culture. Semprún s'est fait particulièrement remarqué en défendant la première guerre du Golfe, répétant à loisir que Saddam Hussein était comme Hitler et qu'il s'agissait d'une intervention comme celle qu'aurait dû faire les démocraties pendant la Guerre d'Espagne. Il congédia un certain nombre de fonctionnaires de son ministère qui avaient signé un manifeste contre la guerre. Même s'il y a des aspects de sa pensée que nous pouvons partager et des chapitres de ses écrits que nous pouvons admirer, on peut dire qu'à partir de 1977 environ, Semprún cessa d'être un ami, un des « nôtres ».

Pepe Gutiérrez-Álvarez, membre du conseil de la revue *Viento Sur*. Traduction Jacques Radcliff.

1. *Citoyen sans frontières*, Conversations de Stéphane Hessel avec Jean-Michel Helvig, Paris, 2008, p. 77.
2. *Folio*, 2002, 5,10 euros
3. Jorge Semprún dans la résistance contre Franco avec le PCOE portait le pseudonyme de Federico Sanchez [NdT].

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Honneur aux indignés L. C. (Lozère) :

La justice est un droit et la lutte un devoir. Quand le monde se pend avec désespoir au gibet de la crise, le constat est au deuil, à la honte, aux erreurs, le temps est au refus des modes et valeurs de la reine entreprise. Honneur aux indignés d'Espagne autant qu'ailleurs, honneur aux indignés et force aux travailleurs qui font vivre le monde. Feu sur l'austérité ; le siècle est à l'espoir et nous savons déjà, dès demain, dès ce soir, l'humanité qui gronde. Par la Puerta des Sol et par mille autres lieux, par les mines de fond, par l'horizon des cieux s'écrit la grande histoire. Camarades, l'effroi succombe de son temps

et la rouge saison au permanent printemps entonne sa victoire. Indignés par le poids du sombre capital exploitant son prochain d'un mythe occidental devenant tragédie, sur l'ère du chaos semons la dignité pour voir fleurir tantôt le cœur, la liberté et la démocratie.

Emer « Geronimo » Pratt. P. D. (Oise) : Benjamin Stora écrit de sa génération qu'elle fut la « dernière d'Octobre » ! Peut-être fut-elle aussi, en plus de Mai 68 et du Printemps de Prague, celle du Free Speech Movement, du mouvement antiguerre du Vietnam et de la lutte des noirs américains dont le symbole emblématique était cette panthère noire, le sigle du Black Panther Party.

Ce groupe d'abord limité à la Californie où il était né en 1966, fruit de la colère de jeunes noirs excédés par le traitement policier dont ils étaient victimes ! D'où leur processus de radicalisation, processus qui venait de loin, des « campagnes » non violentes de Martin Luther King à partir de 1955 au Black Power en passant par l'assassinat de Malcom X en 1965. Et d'où ce programme en dix points du Black Panther Party For Self Défense ! Et ils ne s'imaginèrent pas à quel point ils faudaient de l'autodéfense tant ils allaient susciter la haine du système : blacks, armés et communistes, trois bonnes raisons d'être suspects aux yeux d'un J. Edgar Hoover, chef du FBI farouchement anticommuniste, capable de tous les coups tordus pour abattre la « subversion ». Il y eut donc un programme d'infiltration manipulation appelé

COINTELPRO dont ils étaient, ces jeunes noirs radicaux, les principales cibles mais pas les seules et puisque cela ne suffisait pas, on alla jusqu'à liquider physiquement des militants et à en faire condamner d'autres en montant des dossiers d'accusation imaginaires ou en camouflant les preuves à décharge ! C'est un de ces procès dont fut victime Elmer « Geronimo » Pratt en 1972. Il lui fallut 27 ans pour prouver son innocence et sortir des geôles américaines ! 27 ans ! Il vient de mourir, le 3 juin 2011, à 63 ans en Tanzanie. La meilleure façon de lui rendre hommage sera de continuer à lutter pour la libération des prisonniers politiques aux USA dont le plus célèbre est sans doute Mumia Abu Jamal, qui n'est pas le seul hélas. Salut Geronimo !

Conférence anticapitaliste européenne, sous le signe des révolutions arabes

La quatrième conférence anticapitaliste organisée conjointement par le SWP britannique et le NPA s'est tenue à Londres les 11 et 12 juin, regroupant dix-sept organisations venues de treize pays. Une réunion importante à un moment charnière tant dans l'évolution de la crise que des mobilisations.

La crise et les résistances, les révolutions arabes et leurs répercussions en Europe, le mouvement ouvrier face à la montée de l'extrême droite populiste et raciste constituaient les trois points soumis à la discussion. Les gouvernements se vantent d'avoir évité une nouvelle grande dépression pour annoncer la reprise, en réalité nous connaissons une onde longue de régression sociale à moins qu'un nouvel accident aigu du système financier ne vienne bousculer la donne. Leur politique vise à l'éviter mais au prix d'une aggravation de la crise chronique par une accentuation des inégalités, de la pauvreté et une augmentation constante de la dette publique. Elle modifie profondément les conditions de la lutte de classe. La méfiance des classes populaires vis-à-vis des partis gouvernementaux nourrit les éléments de crise politique à laquelle participe la montée de l'extrême droite, renforcée par les politiques de division xénophobes et racistes menées par les gouvernements.

Ces transformations s'expriment de façon particulièrement significative dans les révolutions du monde arabe. Celles-ci ne visent pas que la liquidation des dictatures, elles contestent le libéralisme et sa politique de spéculation et de corruption. Elles indiquent la perspective, bouleversent les équilibres géopolitiques, répondent à la xénophobie des gouvernements et de l'extrême droite et se répercutent déjà en Espagne ou en Grèce.

Dans le même temps, les classes ouvrières européennes prises par surprise par la brutalité de l'attaque, désarmées par la gauche libérale tant politique que syndicale, ont du mal à inverser le rapport de forces. On l'a vu en particulier en France, aussi au Portugal où les dernières élections ont montré une forte pression politique vers la droite. En Espagne, la jeunesse prend le relais, mais sans tradition ni expérience, sans lien avec le mouvement ouvrier, radicale mais méfiante vis-à-vis des partis politiques qu'elle rejette pèle-mêle. C'est en Grèce que la riposte est la plus avancée avec les dernières manifestations qui ont vu converger la jeunesse et les travailleurs.

La discussion s'est principalement focalisée autour de la question de la dette, faut-il ou non lutter pour son annulation ou proposer sa renégociation, l'appréciation de l'intervention militaire en Libye, l'attitude envers la social-démocratie ou le social-libéralisme, la nouvelle dimension que prend la lutte contre l'extrême droite populiste. En conclusion de la conférence, une déclaration a été adoptée par l'ensemble des participants. Une nouvelle rencontre est prévue à Lisbonne au mois de novembre.

Vanina Giudicelli, Yvan Lemaitre

Hommage à Gérard Martin

Gérard est mort le 31 mai. Né en Bretagne en 1953, il commence à militer autour de Mai 68. Orphelin, il quitte le lycée à 17 ans et «s'établit». Il adhère au courant maoïste du PSU. Le PCMLF (marxiste-léniniste), assez implanté en Bretagne, est une rude école militante. Gérard mène avec ses camarades des actions spectaculaires, auprès des salariés de Citroën de Rennes, où le syndicat maison, la CFT, fait régner la terreur. En 1975, il quitte la Bretagne pour la région parisienne et travaille à l'hôpital de Pontoise, comme agent d'entretien, puis aide-soignant, enfin infirmier. Il défendait les aide-soignants contre les si faciles accusations de maltraitance : «*Quand on donne 10 minutes à un aide-soignant pour faire la toilette de personnes âgées, on organise la maltraitance*».

Avec le PCMLF, Gérard mène la lutte du Comité de soutien aux travailleurs immigrés, des foyers Sonacotra en grève des loyers. Cette défense des immigrés, menée avec Marie-Claude, sera un des piliers de sa vie de militant. En 1988, a lieu le grand mouvement infirmier. Exclu de la CFDT qui a signé les accords avec le ministère, Gérard adhère au CRC (coordonner, rassembler, construire) ancêtre de Solidaires. En 1992, embauché à la maison de retraite départementale, il s'installe à Laon (Aisne). Après un passage à la CGT, Gérard fonde le syndicat SUD-Santé. Parallèlement, Gérard a repris l'activité politique en 2000, grâce à la rencontre de militants de la LCR. Bien que ce ne soit pas sa culture politique, qu'il ne soit pas vraiment «trotskyste», le besoin d'action et l'absence de sectarisme l'incitent à faire le pas et à adhérer. Il est l'un des fondateurs du NPA dans l'Aisne. Il contribue à la fondation de l'Observatoire international des prisons dans l'Aisne. Et surtout, il s'investit durablement dans l'activité du collectif de défense des sans-papiers (RESF). Là, ses qualités personnelles et militantes se confondent. Gérard est quelqu'un qui accueille, qui rassure, qui écoute vraiment. La dernière fois que nous avons vu Gérard en posture militante, c'est dans un rassemblement à Soissons pour la régularisation d'Abdelmajid. Le NPA de l'Aisne adresse ses pensées affectueuses à Marie-Claude, sa compagne et notre camarade, et à Vincent et Cécile, ses enfants.

BIARRITZ, 18 JUIN Liberté pour Aurore Martin !

Par sa déclaration du 4 juin aux médias, Aurore Martin, militante de l'organisation indépendantiste Bata-suna, a fait savoir qu'elle reviendrait à la vie publique dans les prochains jours. Rappelons que la «justice» française a validé le mandat d'arrêt européen (MAE) délivré à l'encontre d'Aurore par l'Audiencia Nacional de Madrid. L'État français, pour la première fois, accepte de livrer l'une de ses ressortissantEs pour son expression politique publique au Pays basque Sud (dans l'État espagnol) en tant que membre d'une organisation interdite en Espagne mais... légale en France où Batasuna a en effet pignon sur rue !

Aurore Martin s'est cachée pendant six mois afin de poursuivre son activité politique, avec toutes les limites liées à la clandestinité. Elle s'est cependant présentée aux élections cantonales en mars dernier en tant que candidate suppléante sur la liste EH Bai (coalition nationaliste) sur le canton de Tardets. Elle prend aujourd'hui la décision de réapparaître, sachant que son arrestation par la police française suivra, puis son transfert à Madrid où elle risque jusqu'à douze ans de prison.

Déjà en 2004, la juridiction d'exception espagnole avait délivré des MAE à l'encontre de militantEs de nationalité française (trois jeunes de l'organisation Segi, puis Jean-François Lefort, porte-parole d'Askatasuna, association de soutien aux prisonniers politiques basques). Mais l'État français, s'il n'hésite pas à valider sans état d'âme les MAE délivrés contre les militants basques de nationalité espagnole, avait refusé ceux

concernant des citoyens français. Ce pas est aujourd'hui franchi. Et pourtant de profonds changements sont en cours au Pays basque : la gauche indépendantiste s'exprime et agit en faveur d'une résolution politique et démocratique du conflit au Pays basque tandis que l'ETA a décrété un cessez-le-feu permanent.

Mais l'État espagnol, aidé par l'État français, poursuit, voire accentue la répression. Au fond, il refuse le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, il refuse qu'il puisse choisir son destin dans un cadre démocratique de discussions, votes... où les différentes positions seraient présentées. Il tente encore et toujours de bâillonner le droit à l'expression politique par la répression, l'illégalisation : la gauche indépendantiste a déposé le 9 février dernier les statuts (rédigés en accord avec la loi des Partis de l'État espagnol) d'un nouveau parti, Sortu, qui «*rejette l'usage de la violence ou la menace de son utilisation pour parvenir à des objectifs politiques... y compris la violence de l'ETA*», mais Sortu reste à ce jour interdit. Cependant, la Cour constitutionnelle, instance de recours dans l'État espagnol, a finalement (à une voix près !) autorisé la coalition indépendantiste Bildu (incluant la gauche abertzale) à se présenter aux élections municipales et régionales du 22 mai en Espagne. Un premier pas ? L'avenir le dira, mais le gouvernement espagnol peut s'interroger sur la spirale répressive qu'il entretient car Bildu a obtenu 26% des suffrages... du jamais vu ! Plus que jamais, la mobilisation est nécessaire et doit s'intensifier contre le MAE,



(BOB EDME)

instrument liberticide aux mains des États européens pour museler les oppositions politiques, le Pays basque servant aujourd'hui de laboratoire. Il s'agit de stopper la logique répressive, d'imposer le respect des libertés démocratiques.

Le 18 juin à Biarritz*, à la Halle d'Iraty, le Collectif Pays basque contre le MAE organise avec de nombreuses organisations – dont la Ligue des droits de l'homme – une journée de débats et de mobilisation sur la base d'un *Manifeste** signé par de nombreuses personnalités du Pays basque et de l'État français.

Ce 18 juin est une étape qui doit permettre d'élargir et d'intensifier la lutte pour l'abrogation du MAE, pour les droits civils et politiques.

Claude Larrieu

*Infos sur le site <http://www.ekainak18juin.org/joomla/site/index.php/eu/deskargak>

Face à l'extrême droite reprenons l'offensive !

Mercredi 8 juin nous étions plus de 300 à manifester à Rennes pour dénoncer les groupes d'extrême droite, leurs méthodes violentes et la progression de leur idées haineuses et réactionnaires dans la société et particulièrement dans le paysage politique. L'ambiance était combative et le public varié (des organisations politiques : NPA, Alternative libertaire, la Fédération anarchiste, les JC et les jeunes Verts, et syndicales comme la CNT, le SLB, Solidaires, la FSU, un bloc féministe et LGBT et surtout de nombreux individus). La lecture de deux textes a permis de replacer cet événement dans un contexte global de violence des groupuscules fascistes (à l'échelle française mais aussi internationale), de faire le lien avec la politique raciste du gouvernement qui tend à rompre l'isolement de l'extrême droite et à la banaliser. Surtout, nous avons rappelé

de flashballs, tout en proférant des propos homophobes et des menaces de mort. Alors que nous étions en train de nous replier vers le centre-ville, l'un d'eux a volontairement percuté l'un d'entre nous avec une voiture. Par chance, il n'y a eu que deux blessés légers (une personne touchée au dos par un tir de flashball et la personne renversée qui souffre d'une entorse au genou). Des plaintes ont été déposées. Mais pour le collectif antifasciste, la riposte ne devait pas se cantonner au plan judiciaire. Nous avons immédiatement invité toutes les organisations progressistes rennaises à une réunion qui a débouché sur la manifestation du 8 juin. La réussite de cette manifestation est encourageante, mais le combat loin d'être gagné. Un travail de fond est à mener pour déconstruire le discours de la bête immonde et la débusquer où qu'elle soit.

derrière des propos en apparence belles et antisystème, l'extrême droite, en divisant la classe ouvrière en fonction de ses croyances, ses origines, son genre, est un fidèle serviteur du système capitaliste en place.

Cette initiative faisait suite aux événements qui s'étaient déroulés le samedi 21 mai lors que Égalité Et Réconciliation (groupe d'Alain Soral) organisait via l'association Parousia une lecture publique par Laurent James dans un bar de Rennes.

À l'appel du Collectif antifasciste rennais, quelques dizaines de militants s'étaient rassemblés pour s'opposer à cette initiative et informer les passants par voie de tracts.

Au bout d'une heure de discussion animée, les militants d'ÉtR et les personnes présentes dans le bar avaient violemment attaqué les militantEs antifascistes, armés de bombes lacrymogènes, de matraques et

de flashballs, tout en proférant des propos homophobes et des menaces de mort. Alors que nous étions en train de nous replier vers le centre-ville, l'un d'eux a volontairement percuté l'un d'entre nous avec une voiture. Par chance, il n'y a eu que deux blessés légers (une personne touchée au dos par un tir de flashball et la personne renversée qui souffre d'une entorse au genou). Des plaintes ont été déposées. Mais pour le collectif antifasciste, la riposte ne devait pas se cantonner au plan judiciaire. Nous avons immédiatement invité toutes les organisations progressistes rennaises à une réunion qui a débouché sur la manifestation du 8 juin. La réussite de cette manifestation est encourageante, mais le combat loin d'être gagné. Un travail de fond est à mener pour déconstruire le discours de la bête immonde et la débusquer où qu'elle soit.

Correspondant

Soutien aux Samada en grève pour les salaires

Vingt des 36 salariéEs du site de Samada de Neuville-sur-Saône, filiale du groupe Monoprix, sont en grève depuis le 31 mai pour réclamer l'intégration à leur salaire de la prime mensuelle de performance de 50 euros (ou de la prime d'objectif pour les chefs d'équipe, qui s'étaient mobiliséEs avec le reste de la boîte lors de la dernière grève), et une augmentation de 50 euros pour s'aligner sur d'autres sites nationaux, comme celui de Gennevilliers. Quand lundi 6 juin les grévistes ont décidé de bloquer entrées et sorties de marchandises, la direction a accepté la discussion, en faisant venir le DRH depuis Paris, sans pour autant entamer de négociations. Après une première victoire remportée le 8 juin devant le tribunal de grande instance de Lyon qui a débouté la direction en refusant de déclarer le piquet de grève illicite, les grévistes continuent leur lutte, dans des conditions de plus en plus difficiles.

Ce ne sont pas les moyens qui manquent chez Samada-Monoprix ! Le groupe se vante d'avoir réalisé 4,4 milliards de chiffre d'affaires l'an dernier, et d'avoir ouvert 40 nouveaux magasins, mais il faut croire que la direction a peur que les revendications

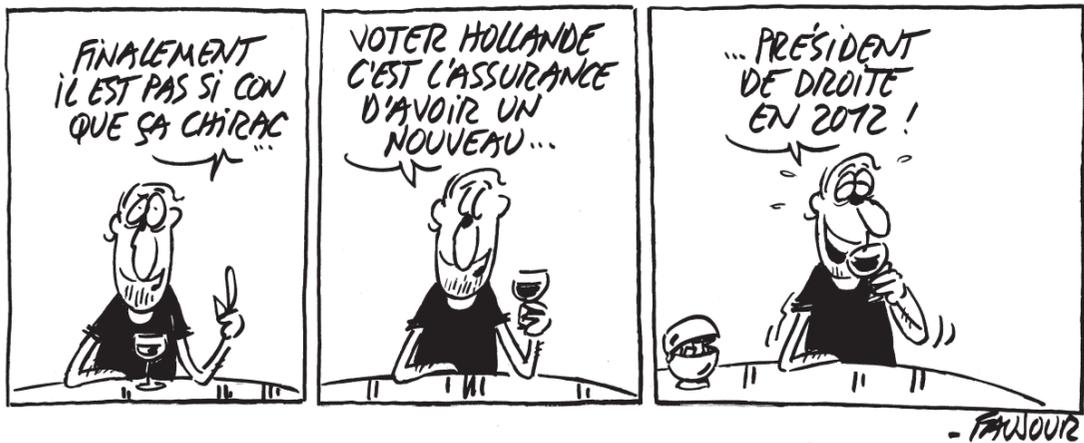
des grévistes de Neuville ne donnent des idées aux quelque 1100 salariéEs que compte la filiale nationale : dans l'espoir de continuer à assurer les livraisons, la direction a loué chaque jour de nouveaux entrepôts dans l'Ain, à Genas, Chalamont, Villars-les-Dombes, ou encore en Savoie, à Chambéry, fait appel à une société de sécurité privée, et fait venir dans l'urgence une quarantaine de salariéEs du groupe de toute la France. Alors que la direction s'entête à ne pas lâcher sur les revendications, elle trouve sans problème de quoi payer train, hôtel, et prime extraordinaire aux non-grévistes ! Les efforts de la direction n'ont pas entamé la détermination des grévistes, qui tiennent



(DR)

maintenant le piquet de grève sur quatre sites. Des militantEs lyonnaisEs s'organisent pour les aider chaque jour, pour qu'ils maintiennent un rapport de forces favorable et obtiennent satisfaction de leurs revendications. Leur lutte est aussi la nôtre !

Correspondant



Le chiffre

27%

C'est le pourcentage de salariés travaillant dans une des branches de plus de 5 000 personnes dont la grille salariale démarre en dessous du Smic.

En novembre 2010, ils étaient 10%.

Cet écart est dû au fait que la revalorisation du Smic au 1^{er} janvier n'a pas été répercutée dans de nombreuses branches qui sont ainsi hors-la-loi. Cette situation pourrait encore s'aggraver au 1^{er} juillet après la nouvelle revalorisation du Smic qui porterait à 75% le nombre de salariés concernés par une grille salariale en dessous du Smic.

À bas la répression en Syrie! Alors que la contestation s'étend à tout le pays, le pouvoir syrien, pris dans la logique effroyable du « ça passe ou ça casse », intensifie la répression, notamment près de la région frontalière avec la Turquie. L'armée ratisse systématiquement villes et villages, et plus de 7 000 habitants se sont déjà réfugiés en Turquie. Depuis la mi-mars, plus de 1 300 civils ont été assassinés par les troupes de la dictature. Cette fuite en avant macabre de Bachar al Assad n'a pour but que de terroriser une population qui, du sud au nord du pays, est entrée progressivement en dissidence contre le régime. Le couvercle a sauté et le haut niveau de répression ne parvient pas à endiguer un mouvement qui se généralise. La terreur ne dissuade plus les manifestants pacifiques, et les situations insurrectionnelles se multiplient. L'armée syrienne, longtemps considérée comme un pilier fondamental du régime, se fissure. Des mutineries ont éclaté pendant l'attaque de la ville de Dajisr-al-Choughour. Des divisions blindées seraient entrées en rébellion, retournant leurs armes contre leur hiérarchie. Les officiers ont été récemment équipés de gilets pare-balles par crainte d'être pris pour cible par des soldats d'un contingent qui refuse de tirer sur la population. Cette situation éminemment

explosive pourrait, si elle devait se développer, hâter la chute de la dictature. Nous y reviendrons plus longuement dans le prochain *Tout est à nous!*

Forum « Long Life the Arab Revolution » au Caire.

Une conférence internationale pour la réflexion collective et la solidarité avec les révolutions arabes s'est tenue du 3 au 5 juin au Caire, à l'appel de nombreuses organisations de la gauche radicale égyptienne et des nouveaux mouvements sociaux de ce pays. Les intervenants égyptiens ont mis en question l'offensive menée aujourd'hui par le pouvoir militaire avec le soutien des Frères musulmans, face à un mouvement révolutionnaire qui ne se laisse pas abattre – ainsi une énorme manifestation revendicative s'était tenue place Tahrir une semaine plus tôt. Des opposants yéménites, libyens, syriens sont revenus sur la détermination de leur peuple face à la répression sanglante menée par les régimes encore en place. Les délégations européennes et nord-américaines présentes ont rapproché les offensives économiques brutales menées également dans chaque pays du Nord par le capitalisme, avec la politique agressive des impérialistes et des sionistes dans la région arabe, qui nécessitent des réponses internationalistes.

La délégation du NPA, pointant le rôle mortifère de l'impérialisme français, a salué cette conférence qui appelle des suites permettant de concrétiser des campagnes communes pour un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression.

Les indignés grecs.

Dimanche 12 juin, des dizaines de milliers de travailleurs, de retraités et surtout de jeunes, se sont retrouvés sur les places de plusieurs villes de Grèce. Le mouvement des indignés continue avec une force maintenue, avec ses contradictions évidentes, mais surtout avec ses positions de principe, adoptées lors des AG populaires qui permettent d'adopter, après discussions faisant intervenir des centaines de participantEs, des résolutions pour avancer. De ce point de vue, la tendance qui se dégage, indépendamment de la forme que prendra demain le mouvement, est celle de se lier aux luttes ouvrières. Ainsi, lors de la journée d'action du 9 juin, où les travailleurs des entreprises publiques ont été nombreux à se mobiliser contre les privatisations qui menacent. La manif, ouverte par une banderole refusant la vente de ces entreprises, s'est terminée devant le Parlement aux cris désormais connus de : « Honte à vous, voleurs. Allez, dehors ! » Et pour la nouvelle

grève générale – certes appelée par une bureaucratie syndicale aux abois – de ce mercredi 15 juin, l'AG populaire appelle, en solidarité avec les luttes ouvrières, à encercler dès le matin le Parlement, en réalisant une immense chaîne humaine qui fera la jonction avec les manifs ouvrières.

Victoire des conservateurs en Turquie.

Le parti conservateur et pro-musulman AKP, dirigé par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a remporté avec 50% des voix les élections législatives. Cette victoire ne lui donne cependant pas la majorité nécessaire pour modifier la Constitution. Ce parti, au pouvoir depuis 2002, a appliqué une politique libérale qui a permis une croissance de 9% par an mais qui s'est accompagnée pour les classes populaires d'un fort taux de chômage (12%) et d'une accentuation des inégalités. La bourgeoisie turque, après s'être appuyée pendant des décennies sur l'armée qui régnait sans partage par des coups d'État et la répression, s'est tournée avec l'AKP vers un régime politique plus ouvert démocratiquement. Mais, malgré quelques avancées minimes, notamment vis-à-vis des Kurdes, l'AKP a de plus en plus un comportement autocratique de parti unique, n'hésitant pas à emprisonner sans charges des

journalistes indépendants ou à faire fermer sans explications tous les sites internet qui ne lui plaisent pas.

« Élus, adjoints, assez de baratin ! »

Initié il y a un mois pour des effectifs supplémentaires et une prime « petite enfance », le mouvement dans les crèches de la ville de Paris se poursuit. A priori assez inquiète, mais considérant que la mobilisation n'allait probablement pas passer les premiers jours, la ville avait fait des propositions totalement insuffisantes en particulier en matière d'effectifs : 90 postes de contractuels et le passage de 60% d'une « prime d'assiduité » en prime forfaitaire, représentant tout de même un gain de plusieurs centaines d'euros par an pour la plupart des salariées. Le 8 juin dernier, après trois semaines d'un mouvement qui s'est « installé » et à la veille d'un nouveau temps fort de mobilisation associant salariées et parents, la ville a fait de nouvelles propositions avec notamment le recrutement supplémentaire de 126 titulaires. La surprise est venue de l'AG des personnels qui a suivi, la plus importante depuis le début du mouvement, qui a décidé de poursuivre le mouvement avec un nouveau temps fort le mardi 21 juin. À suivre...

POUR LA RELAXE DES 16 POSTIERS DU 92

Le lundi 20 juin TOUS et TOUTES à Nanterre!

Rassemblement à partir de 8h30 devant le tribunal correctionnel de Nanterre (179-191, avenue Joliot-Curie, RER A Nanterre-Préfecture).

À 13 heures, prises de parole et animation musicale (HK et les Saltimbanks, La Canaille...). Soyons nombreuses et nombreux à nous mobiliser contre la criminalisation de l'action syndicale!

Signez la pétition de soutien sur le site : contrelarepression.poste.over-blog.com



“ NO COMMENT ”
Le mariage s'effectue entre un homme et une femme. [...] Je ne pense pas qu'il soit positif de changer cette règle, parce que si on part de ce principe, on peut aller à la limite très loin dans la modification de notre civilisation. [...] Pourquoi pas l'autorisation de la polygamie!
MARINE LE PEN,
LE 14 JUIN SUR FRANCE INTER

TOUT est à nous!
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
 François Coustal
Impression:
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

